



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 10 SEPTEMBRE 1887

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2815

#### Nominations

##### DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en Conseil en date du 27 août dernier, (1887), de faire les nominations suivantes savoir :

##### *Commissaires d'écoles.*

Comté de Bagot, village Saint-Dominique.—MM. Antoine Casavant, fils, Michel Archambault, Victor Vachon, Joseph Houle et Joseph Tétreau.

Comté de Charlevoix, Petite Rivière Saint-François-Xavier.—M. Paul Bouchard, en remplacement de M. Edmond Bouchard, sorti de charge.

Comté de Terrebonne, ville de Terrebonne.—M. Thomas Lapointe, en remplacement de M. Absalon Sauvé, qui a quitté la municipalité.

Comté de Yamaska, village de Pierreville.—Révd. Thomas Quinn, ptre, curé, Wenceslas Smith, écr.,

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 10th SEPTEMBER, 1887

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2816

#### Appointments

##### DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, has been pleased by an order in Council in date of the 27th of August last (1887), to make the following appointments, to wit :

##### *School Commissioners.*

County of Bagot, village of Saint Dominique.—Messrs Antoine Casavant, junior, Michel Archambault, Victor Vachon, Joseph Houle and Joseph Tétreau.

County of Charlevoix, Petite Rivière Saint François-Xavier.—Mr. Paul Bouchard, in the place of Mr. Edmond Bouchard, whose term of office has expired.

County of Terrebonne, town of Terrebonne.—Mr. Thomas Lapointe, in the place of Mr. Absalon Sauvé, who has left the municipality.

County of Yamaska, village of Pierreville.—Révd. Thomas Quinn, priest, curate, Wenceslas Smith,

M. D., et MM. Alphonse Gill, Israël Gendron et Henri Descheneaux, municipalité nouvelle.

*Syndics d'écoles.*

Comté des Deux-Montagnes, Saint-Canut No. 1.  
—M. William Miller, aucune élection n'ayant eu lieu en juillet dernier. 2897

Proclamations

Canada, }  
Province de } L. R. MASSON.  
Québec. }  
[L. S.]

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SIXIEME jour du mois de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-sept, et à chacun de vous—SALUT :

PROCLAMATION

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le sixième jour du mois de septembre mil huit cent quatre-vingt-sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoins d'être présents en Notre cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en notre cité de Québec, JEUDI, le SIXIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SIXIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-sept, et de Notre Règne la cinquante-unième.

Par ordre,

L. H. HUOT,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec. 2263

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres de la Couronne.*

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'acte 45 Vict., ch. 10, que 60 jours après la date de la dernière publication du présent avis, laquelle se fera deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, le

Esq., M. D., and Messrs Alphonse Gill, Israël Gendron and Henri Descheneaux, new municipality.

*School Trustees.*

County of Two Mountains, Saint Canut No. 1.—Mr. William Miller, no election having taken place in July last. 2898

Proclamations

Canada, }  
Province of } L. R. MASSON.  
Québec. }  
[L. S.]

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SIXTH day of the month of SEPTEMBER, one thousand eight hundred and eighty seven, to have been commenced and held, and to every of you—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the sixth day of the month of September, one thousand eight hundred and eighty seven, at which time at Our city of Québec, you were held and constrained.

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the greater ease and convenience of Our Loving Subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you, and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you that on THURSDAY, the SIXTH day of the month of OCTOBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well Beloved the Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec, member of Our Privy Council of Canada.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TWENTY-SIXTH day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and eighty seven, and in the fifty first year of Our Reign.

By command,

L. H. HUOT,  
Clerk of the Crown in Chancery.  
Québec. 2264

Government Notices.

PROVINCE OF QUÉBEC.

*Department of Crown Lands.*

PUBLIC NOTICE.

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, that 60 days after the last publication of this notice, which will appear twice in the *Quebec Official Gazette*, the commissioner of Crown Lands

Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Adj : 5549.

*Duhamel.*

Lot 33 du premier rang à David Lagarde.

E. E. TACHÉ,

Assistant Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,  
Québec, 7 septembre 1887.

2899

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande d'annexion.* 666/87

Détacher les lots 1, 2 et 3 du deuxième rang et les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 du troisième rang du canton de Bouchette, comté d'Ottawa, et les annexer à la municipalité de Wright et Northfield, même comté, pour fins scolaires. 2915

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres de la Couronne.*

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'acte 45 Vict., ch. 10, que, 60 jours après la date de la dernière publication du présent avis, laquelle se fera deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

*Canton Matapédia.*

(4e rang.)

$\frac{1}{2}$  S. O. du lot No. 24, à Jean Gallant.

*Canton Westford.*

(10e rang.)

Lot No. 55, à Wm. Daviau.

(11e rang.)

Lot No. 55, à Damase Gauthier.

Lot No. 56, à Pierre Poulin.

E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,  
Québec, 1er septembre 1887.

2847 2

EXTRAITS DES REGLES ET RÈGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans

will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 5549.

*Duhamel*

Lot 33 in 1st range to David Lagarde.

E. E. TACHÉ,

Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands.

Quebec, 7th September, 1887.

2900

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Application for annexation.* 666/87

To detach lots 1, 2 and 3 of the second range and lots 1, 2, 3, 4, 5, 6 and 7 of the third range of the township of Bouchette, county of Ottawa, and to annex them to the municipality of Wright and Northfield, same county for school purposes. 2916

PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Crown Lands.*

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, that 60 days after the last publication of this notice, which will appear twice in the *Quebec Official Gazette*, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list.

*Township Matapédia.*

(4th range.)

S. W.  $\frac{1}{2}$  of lot No. 24, to Jean Gallant.

*Township Westford.*

(10th range.)

Lot No. 55, to Wm. Daviau.

(11th range.)

Lot No. 55, to Damase Gauthier.

Lot No. 56, to Pierre Poulin.

E. E. TACHÉ,

Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands.

Quebec, 1st September, 1887.

2848

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIF COUNCIL.

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water ; the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and one newspaper in the French language in the district affected, or in both

l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de cent piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doivent être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 200 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,

1613

G. C. L.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

*Bills privés.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou

languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for and object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of one hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,

1614

G. C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition for any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipa-

autre municipalité ; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale ; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature ; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux ; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton ; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné ; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans un district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition, et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 500 exemplaires en français et 350 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$100 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé. Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

“ Lorsque les bills privés sont introduits dans

lity, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected ; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next proceeding Session and the consideration of the Petition ; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the english or french language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in english and 500 copies in French, and also \$2 par page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$100, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred. Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

When Private Bills are introduced for the pur-

le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

" Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs. "

L. DELORME,  
1877 Greffier de l'Assemblée Législative.

pose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

L. DELORME,  
1878 Clerk of the Legislative Assembly

## Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dame Ezilda Therrien a institué ce jour une action en séparation de biens contre son époux, Jean-Baptiste Paquet, gentilhomme, de Saint-Vincent-de-Paul, district de Montréal.  
E. G. LEVY,  
Avocat de la Demanderesse.  
Montréal, 8 août 1887. 2883

District de Montréal, }  
No. 602. } *Cour Supérieure*  
Dame Eugénie Warrieur, des cité et district de Montréal, duement autorisée à ester en justice, a ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux Louis Riendeau, gentilhomme, du même lieu.  
Z. RENAUD,  
Avocat de la Demanderesse.  
Montréal, 6 août 1887. 2875

Avis est par le présent donné que la Société en commandite qui existait ci-devant entre Harry Russell Popham et William Howard Nolan, comme manufacturiers et commerçants de boutons, à Montréal, sous les nom et raison de "The Empire Button Company" a été dissoute depuis le deuxième jour de septembre 1887.

C. CUSHING.  
Montréal, 29 août 1887. 2877

Montréal, }  
No. 664. } *Cour Supérieure.*  
Marie Louise Goyer, de Saint-Laurent, district de Montréal, épouse de Jean-Baptiste Langevin dit Lacroix, du même lieu, a intenté contre lui une action en séparation de biens.  
PREFONTAINE & LAFONTAINE,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 7 septembre 1887. 2903

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District d'Iberville, }  
No. 297.  
Dame Victoire Meunier, de la ville et du district d'Iberville, épouse de Isaïe Choquette, forgeron, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice.  
Demanderesse ;

vs.  
Le dit Isaïe Choquette, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour en cette cause.  
PARADIS & CHASSÉ,  
Avocats de la Demanderesse,  
Saint-Jean, 7 septembre 1887. 2913

## AVIS.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite au Lieutenant Gouverneur de la Province de Québec, par Paul Lussier, avocat de Montréal, Thomas B. de Grosbois, cultivateur, Damase Parizeau, marchand, Joseph A. Demers, médecin, Victor Normandin, notaire, Zacharie

## Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
Dame Ezilda Therrien has this day instituted an action for separation as to property against her husband, Jean Baptiste Paquet, gentleman, of Saint Vincent de Paul, district of Montreal.  
E. G. LEVY,  
Attorney for Plaintiff.  
Montreal, 8th August, 1887. 2884

District of Montreal, }  
No. 602. } *Superior Court*  
Dame Eugénie Warrieur, of the City and District of Montreal, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to property, against her husband Louis Riendeau, gentleman, of the same place.  
Z. RENAUD,  
Advocate for the Plaintiff.  
Montreal, 6th August, 1887. 2876

Notice is hereby given that the limited partnership heretofore existing between Harry Russell Popham and William Howard Nolan, as manufacturers and dealers in buttons, at Montreal, under the name style and firm of The Empire Button, Company has been dissolved since the second December, 1887.

C. CUSHING.  
Montreal, 29th August, 1887. 2878

Montréal, }  
No. 664. } *Superior Court.*  
Marie Louise Goyer, of Saint-Laurent, district of Montreal, wife of Jean-Baptiste Langevin alias Lacroix, of the same place, has instituted an action against him for separation as to property.  
PREFONTAINE & LAFONTAINE,  
Advocates for the plaintiff.  
Montreal, 7th September, 1887. 2904

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Iberville. }  
No. 297.  
Dame Victoire Meunier, of the town and district of Iberville, wife of Isaïe Choquette, of the same place, blacksmith, duly authorized to ester en justice,  
Plaintiff ;

vs.  
The said Isaïe Choquette, Defendant.  
An action for separation as to property has this day been instituted in this case.  
PARADIS & CHASSÉ,  
Attorneys for Plaintiff.  
Saint John's, 7th September, 1887. 2914

## NOTICE.

Public notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, by Paul Lussier, advocate, of Montreal, Thomas B. de Grosbois, farmer, Damase Parizeau, merchant, Joseph A. Demers, physician, Victor Normandin, notary, Zacharie Aubertin,

Aubertin, Azarie Robert, Toussaint Sicotte, Azarie Messier, cultivateurs, Ferdinand Quintal, gentilhomme, de la paroisse de Boucherville, pour obtenir des lettres patentes les incorporant et autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie à être créée en corps politique et incorporé en vertu des dispositions de l'acte des compagnies à fonds social.

1° Le nom proposé de la dite compagnie sera "La Compagnie de Navigation de Boucherville."

2° L'objet principal de la dite Compagnie est de tenir une traverse de bateau à vapeur entre Boucherville et La Longue Pointe.

3° Le bureau d'affaires de la dite compagnie sera en la paroisse de Boucherville.

4° Le fonds social de la dite Compagnie sera de dix mille piastres (\$10,000), divisé en mille actions de dix piastres chacune.

5° Les premiers directeurs de la compagnie seront les dits Paul Lussier, Thomas B. de Grosbois, Damase Parizeau, Victor Normandin, Zacharie Aubertin, Azarie Messier, tous sujets anglais, résidant au Canada.

JOSEPH MELANÇON,  
Procureur des Requérents.

Montréal, 6 septembre 1887. 2909

Dame Sophie Laurier, des cité et district de Montréal, épouse de Victor Théodule Daubigny, médecin vétérinaire du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse,

vs.

Le dit Victor Théodule Daubigny, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le huit septembre courant (1887).

H. JEANNOTTE,  
Avocat de la Demanderesse.

Montréal, 8 septembre 1887. 2933

Province de Québec, }  
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*  
Minnie J. Condy, du village de Cowansville, en le dit district, épouse de Charles F. Pharaoh, du même lieu, commerçant, dûment autorisée à ester en justice, vs. Demanderesse ;  
Le dit Charles F. Pharaoh, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

O'HALLORAN & DUFFY,  
Procureurs de la Demanderesse.

Sweetsburgh, 5 août 1887. 2643 5

Province de Québec, }  
District d'Iberville. } *Dans la Cour Supérieure.*  
No. 273.

Dame Sophronie Monbleau, de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, district d'Iberville, épouse d'Odilon Rémillard, commerçant et cultivateur, du même lieu, Demanderesse ;

et

Le dit Odilon Rémillard, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

GIRARD & QUESNEL,  
Avocats de la Demanderesse.

Saint-Jean, 8 juillet 1887. 2663 5

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montmagny. }  
No. 78.

Dame Adeline Dumas, épouse commune en biens de Louis Philippe Gagnon, de la paroisse de Saint-Roch des Aulnaies, marchand,

vs.

Louis Philippe Gagnon, du même lieu, Demanderesse ;

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le deux août mil huit cent quatre-vingt-sept.

BÉDARD, DÉCHÈNE & DORJON,  
Procureurs de la Demanderesse.

Montmagny, 17 août 1887. 2743 3

Azarie Robert, Toussaint Sicotte, Azarie Messier, farmers, Ferdinand Quintal, gentleman of the parish of Boucherville, to obtain letters patent incorporating them, and such other persons as may become shareholders of the company to be created a body politic and corporate in virtue of the provisions of joint stock company incorporation act.

1° The proposed name of the said company will be "The Navigation Company of Boucherville."

2° The principal object of the said Company is to establish and maintain a steamboat ferry between Boucherville and Longue Pointe.

3° The business office of the said company shall be in the parish of Boucherville.

4° The capital of the said Company shall be ten thousand dollars (\$10,000), divided into one thousand shares of ten dollars each.

5° The first directors of the Company shall be the said Paul Lussier, Thomas B. de Grosbois, Damase Parizeau, Victor Normandin, Zacharie Aubertin, Azarie Messier, all british subjects residing in Canada.

JOSEPH MELANÇON,  
Attorney for the Petitioners.

Montreal, 6th September, 1887. 2910

Dame Sophie Laurier, of the city and district of Montreal, wife of Victor Théodule Daubigny, veterinary surgeon of the said city, only authorized to ester en justice,

Plaintiff,

vs.

The said Victor Théodule Daubigny, Defendant.  
An action en séparation de biens has this been instituted in this cause the eight of September instant (1887).

H. JEANNOTTE,  
Attorney for Plaintiff.

Montreal, eight September 1887. 2934

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } *Superior Court.*  
Minnie J. Condy, of the village of Cowansville, in said district, wife of Charles F. Pharaoh, of the same place, trader, duly authorized to ester en justice, vs. Plaintiff ;  
The said Charles F. Pharaoh, Defendant.  
An action en séparation de biens has been instituted this day, in this cause.

O'HALLORAN & DUFFY,  
Attorneys for Plaintiffs.

Sweetsburgh, 5th August, 1887. 2644

Province of Quebec, }  
District of Iberville. } *In the Superior Court.*  
No. 273.

Dame Sophronie Monbleau, of the parish of Sainte-Marguerite de Blairfindie, district of Iberville, wife of Odilon Rémillard, trader and farmer, of the same place, Plaintiff ;

vs.

The said Odilon Rémillard, Defendant.  
An action en séparation de biens has, this day, been instituted in this cause.

GIRARD & QUESNEL,  
Attorneys for Plaintiff.

Saint John's, 8th July, 1887. 2664

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montmagny. }  
No. 78.

Dame Adeline Dumas, wife common as to property of Louis Philippe Gagnon, of the parish of Saint-Roch des Aulnaies, merchant,

vs.

Louis Philippe Gagnon, of the same place, Plaintiff ;

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the second of August, one thousand eight hundred and eighty seven.

BÉDARD, DÉCHÈNE & DORJON,  
Attorneys for Plaintiff.

Montmagny, 17 August, 1887. 2743 3

Province de Québec,  
District de Richelieu,  
No. 3161.

*Cour Supérieure.*

Exilma Plamondon, a institué une action en séparation de biens contre son époux Napoléon Godbout, marchand, de la paroisse de Saint-Louis de Bonsecours.

A. A. BRUNEAU,  
Avocat de la Demanderesse.  
Sorel, 19 août 1887. 2811 3

Avis est par le présent donné que la société en commandite qui existait ci-devant entre Thomas R. Barton et Hubert Root Ives, comme marchands en général de poêles et de quincaillerie, à Montréal, sous les nom et raison de Thos. Barton & Cie., a été dissoute ce jour.

Montréal, 25 août 1887. 2821 2

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, de la Province de Québec, par Moïse Schwob, importateur de montres et de diamants, Charles Henry Albert Grant, marchand de montres et de bijouteries, John Bruce Williamson, marchand en gros de bijouteries, Louis Davis, marchand en gros de bijouteries, Jules Duplain, manufacturier de boîtes de montre, Leopold Hadorn, manufacturier de boîtes de montre, et Paul Gentil, manufacturier de boîtes de montre, tous de la cité de Montréal, pour obtenir des lettres patentes les incorporant et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être créée en corps politique et incorporé en vertu des dispositions de l'acte des compagnies à fonds social.

1° Le nom proposé de la dite compagnie sera "The Montreal Watch Case Company, en commandite."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de manufacturer et vendre des boîtes de montre de toute description, avec pouvoir de louer ou acheter des terrains et machines, et de faire toutes affaires et choses en rapport ou accessoires aux dites manufacture et vente.

3° Les opérations de la dite compagnie se feront en la cité de Montréal, où elle aura sa principale place d'affaires.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera de \$30,000 divisé en 300 actions de \$100 chacune.

5° Les premiers directeurs de la compagnie seront les dits Charles Henry Albert Grant, John Bruce Williamson, Louis Davis, Moïse Schwob et Jules Duplain, tous résidants en Canada. Les dits Grant, Williamson et Davis, sont sujets anglais.

McGIBBON & MAJOR,  
Procureurs des Requérants.

Montréal, 31 août 1887. 2857 2

Evariste Maquin, cultivateur, de Saint-Bruno, dans le district de Montréal, a, aujourd'hui été poursuivi en séparation de biens par sa femme Denise Monty, à Montréal, sous le No. 789, des dossiers de la Cour Supérieure.

LONGPRÉ & DAVID,  
Procureurs de la Demanderesse.  
Montréal, 22 août 1887. 2763 3

**SYNDICS DE LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER SUD EST.**

*Vente de Bagage et Effets non-réclamés.*

Avis est par le présent donné qu'en vertu de la sous section 4, de la section 16 de l'acte des Chemins de Fer, il sera vendu par encan public, au dépôt de la Compagnie, en la ville de Longueuil, MERCREDI, le CINQUIEME jour d'OCTOBRE 1887, à DIX heures de l'avant-midi, tous les effets qui sont demeurés en la possession des syndics du Chemin de Fer Sud-Est pendant douze mois, lesquels n'ont pas été réclamés.

Province of Quebec,  
District of Richelieu,  
No. 3161.

*Superior Court.*

Exilma Plamondon, has instituted a demand for separation as to property against her husband Napoléon Godbout, merchant, of the parish of Saint Louis de Bonsecours.

A. A. BRUNEAU,  
Atty. for Plaintiff.  
Sorel, 19th August, 1887. 2812

Notice is hereby given that the limited partnership heretofore existing between Thomas R. Barton and Hubert Root Ives, as general stove and hardware merchant, at Montreal, under the name, style and firm of Thos. R. Barton & Co., has this day been dissolved.

Montreal, 25th August, 1887. 2822

Public notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, in Council, by Moïse Schwob, importer of watches and diamonds, Charles Henry Albert Grant, watch and jewellery merchant, John Bruce Williamson, wholesale jeweller, Louis Davis, wholesale jeweller, Jules Duplain, watch case manufacturer, Leopold Hadorn, watch case manufacturer, and Paul Gentil, watch case manufacturer, all of the city of Montreal, for Letters patent incorporating them, and all other persons who may become shareholders in the company to be created a body politic and corporate under the provisions of the joint stock companies incorporation act.

1° The proposed name of the said company is "The Montreal Watch Case Company, Limited."

2° The object for which incorporation is sought is the manufacture and sale of watch cases of every description, with power to lease or purchase premises and machinery and to do all matters and things incidental or accessory to such manufacture and sale.

3° The operations of the company are to be carried on at Montreal, where it will have its principal place of business.

4° The amount of the capital stock of the company will be \$30,000 divided into 300 shares of \$100 each.

5° The first directors of the company will be the said Charles Henry Albert Grant, John Bruce Williamson, Louis Davis, Moïse Schwob and Jules Duplain, all resident in Canada, and of whom the said Grant, Williamson and Davis, are british subjects.

McGIBBON & MAJOR,  
Attorneys for Applicants.

Montreal, 31st August, 1887. 2858

Evariste Moquin, farmer, of Saint Bruno, in the district of Montreal, has, to-day, been sued into separation of property by his wife Denise Monty, at Montreal, under No. 789, of the Superior Court's records.

LONGPRÉ & DAVID,  
Attorneys for Plaintiff.  
Montreal, 22nd August, 1887. 2764

**SOUTH EASTERN RAILWAY COMPANY TRUSTEES.**

*Sale of unclaimed baggage and freight.*

Public notice is hereby given that in pursuance of sub section 4, of section 16, of the railway Act, there will be sold by public auction, at the freight sheds of said company, in the town of Longueuil, on WEDNESDAY, the FIFTH day of OCTOBER, 1887, at the hour of TEN of the clock in the forenoon, all goods which have remained unclaimed in the possession of the trustees of the South Eastern Railway for the space of twelve months.

Toutes personnes désirant faire valoir aucune réclamation sur des effets destinés à être vendus, sont requises de notifier, par écrit, M. Robert Miller, agent de Fret, à Longueuil susdit, avant la date fixée pour la vente, et peuvent en s'adressant à lui examiner les dits effets pendant les heures d'affaires.

T. A. MACKINNON,  
Gérant Général pour les Syndics.  
Montréal, 15 août 1887. 2701 4

All persons wishing to establish any claim to any goods so destined to be sold, are required to notify Mr. Robert Miller, freight agent, at Longueuil aforesaid, in writing, prior to the date fixed for the sale, and may upon application to him inspect such goods during business hours.

T. A. MACKINNON,  
Gen. Manager for Trustees.  
Montreal, August 15th, 1887. 2702

## Avis de Faillite

## Bankrupt Notices

Canada, }  
Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 279.  
Peter Rowan & Co., Demandeurs,

vs. Défendeur.

Ovila St. Charles, Défendeur.  
Avis public est par le présent donné que le sous-signé, Ovila St. Charles, de la cité de Montréal, a fait cession de ses biens le trente et unième jour d'août 1887, pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal.

Daté à Montréal ce trente et unième jour d'août 1887.  
2879 OVILA ST. CHARLES.

Dans l'affaire de Jas. H. Douglas, de Montréal, failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé et sera sujet à objection jusqu'à mardi, le vingt-septième jour de septembre courant, après laquelle date les dividendes seront payés.

A. W. STEVENSON,  
Curateur.

Hamilton Chambers,  
Montréal, 10 septembre, 1887. 2889

Province de Québec, }  
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Dame Marie Euphemie Laforce (P. E. Labelle & Cie.) faillie.

Avis est par le présent donné que, le deuxième jour de septembre 1887, par ordre de la Cour, nous avons été nommé curateur conjoint des biens de la susdite faillie qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées en notre bureau sous un mois.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateur conjoint.

Bureau de Kent & Turcotte,  
7 Place d'Armes,  
Montréal, 5 septembre 1887. 2887

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
Edward N. Heney et al., Demandeurs.

vs. Défendeurs.

F. A. Hogle et al., Défendeurs.  
Avis est par le présent donné que, nous soussignés, Frederick A. Hogle et Thomas Hogle, tous deux de la cité de Sherbrooke, en le district de Saint-François, charrons, y faisant affaires comme tels en société, sous les noms et raison de Hogle & Cie., avons fait un abandon judiciaire de nos biens pour le bénéfice de nos créanciers au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Saint-François, le trentième jour d'août 1887.

Daté à Sherbrooke, ce 31e jour d'août 1887.  
2881 HOGLE & CIE.

Canada, }  
Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 279.  
Peter Rowan & Co., Plaintiffs,

vs. Defendant.

Ovila St. Charles, Defendant.  
Public notice is hereby given that the undersigned, Ovila St. Charles, of the city of Montreal, made a judicial abandonment of his property, on the thirty first day of August, 1887, at the office of the protonotary of the Superior Court of the district of Montreal, for the benefit of his creditors.

Dated of Montreal, this thirty first day of August, 1887.  
2880 OVILA ST. CHARLES.

In the matter of Jas. A. Douglas, of Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared open to objection until Tuesday, twenty seventh September instant, after which date dividend will be paid.

A. W. STEVENSON,  
Curator.

Hamilton Chambers,  
Montreal, 10th September 1887. 2890

Province de Québec, }  
District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
In re Dame Marie Euphemie Laforce (P. E. Labelle & Co., Insolvent.

Notice is hereby given that on the second day of September, 1887, by order of the Court, we were appointed joint curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all her assets for the benefit of her creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint Curator.

Office of Kent & Turcotte,  
7th Place d'Armes, sq.  
Montreal, 5th September, 1887. 2888

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
Edward N. Heney et al., Plaintiffs,

vs. Defendants.

F. A. Hogle et al., Defendants.  
Notice is hereby given that we, the undersigned Frederick A. Hogle and Thomas Hogle, both of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, carriage manufacturers, and as such doing business there together in partnership under the name, style and firm of Hogle & Co., on the thirtieth day of August, 1887, in the office of the protonotary of the Superior Court of the district of Saint Francis, have made a judicial abandonment of our property for the benefit of our creditors.

Dated at Sherbrooke, this 31st day of August, 1887.  
2882 HOGLE & CO.

*In re* : No. 380, Joseph R. Martel vs Frédéric Desjardins, en dissolution de société.

Je soussigné, ai été par ordonnance de Son Honneur le Juge Casault en date du six septembre courant, nommé liquidateur aux biens de la société "Desjardins & Martel."

Québec, 8 septembre, 1887.

LOUIS GEORGE LEPINE,  
Liquidateur.

Par M. MALOUIN, MALOUIN & MALOUIN,  
Procureurs du Demandeur. 2929

Province de Québec, }  
District de Québec, } *Cour Supérieure.*  
No. 2054. }

La Banque du Peuple, Demanderesse ;

vs. Beudet et Chinic, Défendeurs,

et

David Rattray et Edouard Wincelas Methot, curateur conjoint des biens des dits défendeurs.

Avis est par le présent donné en vertu de l'article 770 du code de procédure civile, que le sixième jour de septembre 1887, nous, dits David Rattray, de la cité de Québec, comptable, et Edouard Wincelas Méthot, de la cité de Québec, marchand, par ordre de l'honorable Sir Andrew Stuart, juge en chef de la Cour Supérieure pour la province de Québec, avons été nommé curateur conjoint des biens et effets, meubles et immeubles des dits Elisée Beudet et Eugène Nolan Chinic, tous deux de la cité de Québec, faisant ci-devant affaires en société sous les nom et raison de Beudet et Chinic, défendeurs en cette cause, abandonnés par les dits Beudet et Chinic pour le bénéfice de leurs créanciers, le tout tel que pourvu par le dit code.

Les créanciers des dits Beudet et Chinic sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant nous sous trente jours.

Daté à Québec, ce septième jour de septembre 1887.

DAVID RATTRAY,  
E. W. METHOT,  
Curateur conjoint.

2911

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Patrick Thomas Gibb, de la cité de Montréal, fabricant de fil métallique et commerçant, failli.

Nous, soussignés, David Seath et Geo. Daveluy, curateur-conjoint, dûment nommé aux biens du dit failli, donnons avis par le présent qu'un bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, conformément à l'article 772a du code de procédure civile, et que toutes personnes sont requises de se conduire en conséquence.

DAVID SEATH,  
GEO. DAVELUY,  
Curateur-conjoint.

Daté à Montréal, ce dixième jour de septembre 1887.

Bureau de Seath & Daveluy,  
12, Place d'Armes. 2907

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. }

Charles Chapedelaine, Demandeur ;

vs. Ferdinand Biron, Défendeur.

Avis est par le présent donné que le sixième jour de septembre 1887, par ordre de la Cour, nous avons été nommé curateur conjoint des biens du dit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées en notre bureau, No. 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

C. MILLIER,  
J. J. GRIFFITH,  
Curateur conjoint.

Sherbrooke, 6 septembre 1887. 2906

*In re* : No. 380, Joseph R. Martel vs Frédéric Desjardins, in dissolution of partnership.

I, the undersigned, have been appointed by judgment of His Honor Judge Casault, dated the sixth September instant, liquidator to the property of the partnership "Desjardins & Martel."

Quebec, 8th September, 1887.

LOUIS GEORGE LEPINE,  
Liquidator.

Per MALOUIN, MALOUIN & MALOUIN.  
Attorneys for Plaintiff. 2930

Province of Quebec, }  
District of Quebec, } *Superior Court.*  
No. 2054. }

La Banque du Peuple, Plaintiff,

vs. Beudet et Chinic, Défendants,

and

David Rattray and Edward Wincelas Methot, joint curator to the property of said defendants.

Notice is hereby given in pursuance of article 770 of the code of civil procedure, that on the sixth day of September, 1887, we, the said David Rattray, of the city of Quebec, accountant, and Edward Wincelas Methot, of the city of Quebec, merchant, were by order of the Honourable Sir Andrew Stuart, chief justice of the Superior Court for the province of Quebec, appointed joint curator to the property and effects, real and personal, of the said Elisée Beudet and Eugene Nolan Chinic, both of the city of Quebec, heretofore trading in co-partnership under the name and style of Beudet & Chinic, defendants in this matter, abandoned by the said Beudet & Chinic for the benefit of their creditors, the whole as by said Code provided.

The creditors of said Beudet & Chinic are hereby notified to file their claims with us, within a delay of thirty days.

Dated at Quebec, this seventh day of September, 1887.

DAVID RATTRAY,  
E. W. METHOT,  
Joint curator.

2912

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Patrick Thomas Gibb, of the city of Montreal, wire worker and trader, an Insolvent.

We, the undersigned, David Seath and Geo. Daveluy, joint-curator duly appointed to the property of the said insolvent, do hereby give notice that a dividend sheet has been prepared in this matter, pursuant to article 772a of the code of civil procedure, and that all persons are required to govern themselves accordingly.

DAVID SEATH,  
GEO. DAVELUY,  
Joint-Curator.

Dated at Montreal, this tenth day of September, 1887.

Office of Seath & Daveluy,  
12, Place d'Armes Square. 2908

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court*  
District of Saint Francis. }

Charles Chapedelaine, Plaintiff ;

vs. Ferdinand Biron, Défendant.

Notice is hereby given that on the sixth day of September, 1887, by order of the Court, we were appointed joint Curator to the estate of said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office, number 125, Wellington street, Sherbrooke, within one month.

C. MILLIER,  
J. J. GRIFFITH,  
Joint Curator.

Sherbrooke, 6th September, 1887. 2906

Province de Québec, }  
District de Montréal. }  
No. 279.  
Peter Rowan, Demandeur ;

Cour Supérieure.

vs. Ovila Saint-Charles, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que, par ordre de la cour, le huitième jour de septembre 1887, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

C. DESMARTEAU,  
Curateur.

No. 1598, rue Notre-Dame.  
Montréal, 8 septembre 1887. 2935

Canada, }  
Province de Québec, }  
District de Montréal. }  
Edward Gurney et al., Demandeurs ;

Cour Supérieure.

vs. Richard Swalwell, Défendeur.

Avis est par le présent donné que, je, soussigné, Richard Swalwell, de Montréal, en le district de Montréal, le huitième jour de septembre dix huit cent quatre-vingt-sept, ai fait un abandon judiciaire de mes biens pour le bénéfice de mes créanciers au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal.

Daté à Montréal, ce huitième jour de septembre 1887.

2937 RICHARD SWALWELL.

Province de Québec, }  
District de Montréal. }  
Thomas A. Richardson, Demandeur ;

Dans la Cour Supérieure.

vs. William Garbutt, de Montréal, Boucher, Défendeur,

et

John Napier Fulton et Griffith John Richards, curateurs des biens du dit défendeur.

Avis est par le présent donné en vertu de l'article 770 du code de procédure civile, que le 8e jour de septembre 1887, nous, John Napier Fulton et Griffith John Richards, de la cité de Montréal, comptables, par ordre de l'honorable M. le juge Papineau, un des juges de cette honorable cour, avons été nommé curateurs des biens et effets, meubles et immeubles du dit William Garbutt, en la dite cité de Montréal, Boucher, défendeur en cette cause, abandonnés par le dit William Garbutt pour le bénéfice de ses créanciers, le tout tel que pourvu par le dit code.

Les créanciers du dit William Garbutt sont par le présent notifiés de produire leur réclamations devant moi sous trente jours.

FULTON & RICHARDS,  
Curateurs.

North British Chambers,  
11, rue de l'Hôpital. 2939

### Vente d'immeubles en vertu des Actes concernant la Faillite.

Province de Québec, }  
District de Saint-François. }  
No. 33.

Dans la Cour Supérieure.

Le vingt-septième jour d'août mil huit cent quatre-vingt-sept.

Devant l'Honorable M. le juge BROOKS.

William Murray, de la cité de Sherbrooke, en le district de Saint-François, commerçant, Demandeur ;

vs.

Joseph Corrivault, du canton de Magog, en le district de Saint-François commerçant, Défendeur ;

et

John J. Griffith, Curateur.  
La requête de John J. Griffith, curateur des biens

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }  
No. 279.  
Peter Rowan, Plaintiff ;

Superior Court.

vs. Ovila Saint-Charles, Defendant.

Notice is hereby given that on the eighth day of September, 1887, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

C. DESMARTEAU,  
Curator.

1598, Notre Dame Street.  
Montreal, 8th September, 1887. 2936

Canada, }  
Province of Quebec, }  
District of Montreal. }  
Edward Gurney et al., Plaintiffs ;

Superior Court.

vs. Richard Swalwell, Defendant.

Notice is hereby given that I the undersigned, Richard Swalwell, of Montreal, in the district of Montreal, on the eighth day September, eighteen hundred and eighty seven, in the office of the Prothonotary of the Superior Court of the district of Montreal, have made a judicial abandonment of my property for the benefit of my creditors.

Dated at Montreal, this eighth day of September, 1887.

2938 RICHARD SWALWELL.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }  
Thomas A. Richardson, Plaintiff ;

In the Superior Court.

vs. William Garbutt, of Montreal, butcher, Defendant,

and

John Napier Fulton and Griffith John Richards, curators of the property of the said Defendant.

Notice is hereby given, in pursuance of article 770 of the code of civil procedure, that on the 8th day of September, 1887, we, John Napier Fulton and Griffith John Richards, of the city of Montreal, accountants, were by order of the honorable Mr. Justice Papineau, one of the judges of this honorable court, appointed curators to the property and effects, real and personal, of the said William Garbutt, in the said city of Montreal, butcher, defendant, in this matter, abandoned by the said William Garbutt, for the benefit of his creditors, the whole as by said code provided.

The creditors of the said William Garbutt are hereby notified to file their claims with us within a delay of thirty days.

FULTON & RICHARDS,  
Curators.

North British Chambers,  
11, Hospital Street. 2940

### Sales of Real Estate under Insolvent Acts

Province of Quebec, }  
District of Saint-François. }  
No. 33.

In the Superior Court.

The twenty seventh day of August, one thousand eight hundred and eighty seven.

Before the Honorable Mr Justice BROOKS.

William Murray, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, trader, Plaintiff ;

vs.

Joseph Corrivault, of the township of Magog, in the district of Saint Francis, trader, Defendant ;

and

John J. Griffith, Curator.  
The petition of John J. Griffith, the-curator to

du défendeur au sujet de la vente d'un immeuble du défendeur, ayant été présentée à moi, juge soussigné, j'accorde la dite requête et autorise le dit curateur à vendre la propriété immobilière suivante, appartenant au dit défendeur, à savoir :

Un certain morceau de terre situé en le canton de Magog, et formant partie du lot numéro six, dans le dix-huitième rang des lots dans le dit canton de Magog, ci-devant partie du canton de Bolton, et désigné comme suit, savoir : au nord en front par la rue Principale du village de Magog, largeur de quarante et un pieds et trois pouces, à l'est par l'emplacement d'un nommé Charles Gendron, distance de six vergées, (rods), en s'étendant vers le sud, au sud par le chemin de fer, distance de quarante et un pieds et trois pouces, en s'étendant vers l'ouest, à l'ouest par une ligne parallèle à celle divisant le terrain du dit Gendron de celui du dit acquéreur, et s'étendant jusqu'à la dite rue Principale—ensemble avec les bâtisses et améliorations dessus faites et construites.

Par encan public au plus haut enchérisseur, en le dit canton de Magog, sur la propriété ci-dessus décrite, à MIDI, le HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, après quatre semaines de publication dans les journaux *Le Sherbrooke Gazette*, *Le Pionnier de Sherbrooke*, et deux publications dans la *Gazette Officielle de Québec*, et après avis envoyés par la malle, à tous les créanciers dont les noms sont mentionnés sur la liste des créanciers, faite et produite par le dit Corrivault, au moins dix jours avant le jour fixé pour la vente de la dite propriété.

2853

E. T. BROOKS,  
J. C. S.

Règles de Cour

Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.  
District de Saint-François. }

No. 44.

Le sixième jour de septembre mil huit cent quatre-vingt-sept.

Devant l'Honorable M. le Juge BROOKS.

Edward N. Heney *et al.*, Demandeurs ;

vs.

Frederick A. Hogle *et al.*, Défendeurs.

Les défendeurs ayant fait un abandon de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, le trentième jour d'août dernier, il est ordonné aux créanciers des défendeurs de s'assembler devant un juge de cette cour, au Palais de Justice, en la cité de Sherbrooke, le dix-neuvième jour de septembre courant, à onze heures de l'avant-midi, pour donner leur avis au sujet de la nomination d'un curateur aux dits biens et sur toutes affaires qui pourront leurs être légalement soumises.

L'avis de l'heure et de l'endroit de la dite assemblée devra être publié une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, une fois dans la *Sherbrooke Gazette* et une fois dans le *Pionnier de Sherbrooke*, une semaine avant la dite assemblée, et les créanciers dont les noms sont sur la liste produite des créanciers devront être spécialement notifiés de l'heure et de l'endroit de la dite assemblée.

2895

CABANA & BOWEN,  
Protonotaires.

Province de Québec, }  
District de Montréal, } Cour Supérieure—Montréal.  
No. 471.

Le trente-unième jour d'août mil huit cent quatre-vingt-sept.

Présent : L'Honorable Juge TASCHEREAU.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérente en expropriation sur la rue Lamontagne ;

et

Dame Annie Mallowney, de la cité et du district de

defendant's estate for the sale of an immovable of defendant's estate, having been presented to me, the undersigned judge, I do grant the same and authorized the said curator to sell the following real property of defendant's estate to wit :

A certain piece of land situated in the township of Magog, and forming part of the lot number six, in the eighteenth range of the lots in the same township of Magog, heretofore part of the township of Bolton, and designated as follows, to wit : on the north in front by the Main street of the village of Magog, forty one feet and three inches in width, on the east by the emplacement of one Charles Gendron, a distance of six rods stretching towards the south, on the south by the railway, a distance of forty one feet and three inches, stretching towards the west, on the west by a line parallel to that dividing the land of the said Gendron from that of the said purchaser, and stretching as far as the said Main street—together with the buildings and improvement thereon made and constructed.

By public auction to the highest bidder therefor, at the said township of Magog, on the property above described, at TWELVE noon, the EIGHTH day of OCTOBER next, after four weeks publication in the newspapers, *The Sherbrooke Gazette*, *Le Pionnier de Sherbrooke*, and two publications in the *Quebec Official Gazette*, and after notices mailed to all creditors whose name are mentioned in the list of creditors made and filed by said Corrivault, at least ten days before the day fixed for the sale of said property.

2854

E. T. BROOKS,  
J. S. C.

Rules of Court

Province of Québec, } In the Superior Court.  
District of Saint Francis. }

No. 44.

The sixth day of September, one thousand eight hundred and eighty-seven.

Before the Honorable Mr. Justice BROOKS.

Edward N. Heney *et al.*, Plaintiffs ;

vs.

Frederick A. Hogle *et al.*, Defendants.

The defendants having made an abandonment of their property for the benefit of their creditors on the thirtieth day of August last, the creditors of defendants are ordered to appear before a judge of this court at the Court House, in the city of Sherbrooke, on the nineteenth day of September instant, at the hour of eleven of the clock in the forenoon, to give their advice respecting the appointment of a curator to the said estate and upon all matters that may be legally submitted.

The notice of the time and place of said meeting to be inserted once in the *Quebec Official Gazette*, once in the *Sherbrooke Gazette*, and once in *Le Pionnier de Sherbrooke*, one week previous thereto, and the creditors whose names appear in the schedule of creditors filed to be specially notified of the time and place of meeting.

2896

CABANA & BOWEN,  
Prothonotary.

Province of Québec, }  
District of Montreal, } Superior Court—Montreal.  
No. 471.

The thirty first day of August, one thousand eight hundred and eighty seven.

Present : The Hon. Mr Justice TASCHEREAU.

In the matter of the city of Montréal, petitioner in expropriation in Mountain street ;

and

Dame Annie Mallowney, of the city and district

Montréal, veuve de feu John McGrath, en son vivant, du même endroit, Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné que la requérante a déposé au greffe de cette cour, la somme de trois cent quatre-vingt-trois piastres, prix et compensation de l'immeuble acquis par la dite requérante par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit: Un terrain sans bâtisses sus-érigée; borné du côté nord-est par une partie du lot du cadastre numéro cent neuf, le dit côté mesurant environ 14.0 pieds; du côté sud-ouest par la rue Fulford, le dit côté mesurant environ 17.8 pieds; du côté nord-ouest par la rue Saint-Jacques, le dit côté mesurant environ 30.0 pieds; du côté sud-est par le résidu du lot du cadastre No. 108, le dit côté mesurant environ 34.25 pieds; contenant une superficie d'environ 510.8 pieds carrés, le dit terrain étant la partie nord-ouest du lot du cadastre No. 108, sur les plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Antoine, de cette cité, le tout suivant le plan de l'amélioration déposé dans le bureau de l'inspecteur de la cité.

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est ordonné que par avis à être inséré deux fois de suite dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite cour supérieure, à Montréal, sous un mois, à compter de la première insertion du dit avis, à défaut de quoi il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

D. GAREAU,  
Dép. P. C. S.

Bureau du Protonotaire,  
Montréal, 31 août 1887.

2855 2

### Ventes par le Shérif—Arthabaska

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les **ATERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } P. E. CREPEAU,  
No. 125. } L. Demandeur; contre  
ADOLPHE BILLY, Défendeur.

La moitié sud-ouest de la moitié sud-ouest du lot numéro treize, dans le dixième rang du canton de Warwick, connue et désignée sous le numéro (1036) mille trente-six, des plan et livre de renvoi officiels du dit canton.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Albert de Warwick, le **DIX-SEPTIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le **treizième** jour de **septembre** prochain.

AUGUSTE QUESNEL, jr.,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Arthabaskaville, 14 juillet 1887. 2395 2  
[Première publication, 16 juillet 1887.]

of Montreal, widow of John McGrath, in his lifetime, of the same place, Indemnitaire.

Public notice is hereby given that the petitioner hath deposited in the office of the prothonotary of the said court, the sum of three hundred and eighty three dollars, being the price and compensation for the property hereinafter described acquired by said petitioner by forced expropriation, namely: A lot of land without building thereon erected; bounded on the north east side by part of lot cadastral number 109, said side measuring about 14.0 feet; on the south west by Fulford street, said side measuring about 17.8 feet; on the north west side by Saint James street, said side measuring about 30.0 feet; on the south east side by the remainder of the lot cadastral number 108, said side measuring about 34.25 feet; containing a superficies of about 510.8 square feet; said lot of land being the north west part of lot cadastral number 108, upon plan and book of reference for Saint Antoine ward, of this city, the whole according, to the plan of improvement deposited in the office of the city inspector.

And upon the petition of the said indemnitaire, it is ordered that by a notice to be inserted during two consecutive weeks in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same, in the office of the prothonotary of the said Superior Court, at Montreal, within one month from the date of the first insertion of said notice, on default whereof proceedings will be had, without respect to any rights they may have.

D. GAREAU,  
Dep. Pro. S. C.

Prothonotary's Office,  
Montreal, 31st August, 1887.

2856 2

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } P. E. CREPEAU,  
No. 125. } L. Plaintiff; against  
ADOLPHE BILLY, Defendant.

The south west half of the south west half of the number thirteen, in the tenth range of the township of Warwick, known and designated under the number (1036) one thousand and thirty six, of the official plan and book of reference of the said township.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Albert of Warwick, on the **SEVENTEENTH** day of **SEPTEMBER** next, at **ONE** o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the **thirtieth** day of **September** next.

AUGUSTE QUESNEL, jr.,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 14th July, 1887. 2396  
[First published, 16th July, 1887.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } LOUIS EDOUARD  
No. 158. } L. PACAUD, Deman-

deur ; contre D. H. ROCHON ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant à A. B. Desrochers &amp; Cie.

Un emplacement sis et situé dans le village d'Arthabaskaville, étant le numéro cent soixante-six (166), des plan et livre de renvoi officiels du dit village, à la charge d'une rente foncière de quinze piastres, payable tous les premier janvier chaque année, aux représentants de Antoine Baril et Thomas Baril, par acte du seize janvier mil huit cent soixante onze (1871), passé devant Maître T. Côté, notaire.

Pour être vendu au bureau du shérif du district d'Arthabaska, au palais de justice, à Arthabaskaville, le SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier décembre prochain.

AUGUSTE QUESNEL, Jr.,

Bureau du Shérif, Député Shérif.

Arthabaskaville, 3 août 1887. 2601 2

[Première publication, 6 août 1887.]

## Ventes par le Shérif—Bedford

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS.

Cour Supérieure pour le Bas Canada—District de Bedford.

Bedford, à savoir : } LA BANQUE DES CAN-

No. 3740. } TONS DE L'EST, Demanderesse ; contre les terres et tenements de HIRAM DARBY ET AL., Défendeurs.

Saisi comme appartenant à Hiram Darby, un des dits défendeurs.

Les quatre-vingt dix-huit acres est, plus ou moins, du lot de terre numéro trois, dans le quatrième rang des lots du dit canton d'Ely, (partie sud) ; bornés au nord par Pierre Millette, au sud partie par Jean-Bte. Bombardier et partie par un nommé Leroux, à l'est par Alexandre Bombardier, et à l'ouest par le chemin passant à travers le quatrième rang d'Ely susdit—ensemble avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus au bureau du registrateur pour le comté de Shefford, à Waterloo, en le canton de Shefford, en le district de Bedford, le VINGT-QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'octobre prochain.

W. E. J. GOODMAN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.

Sweetsburgh, 13 juillet 1887. 2403 3

[Première publication, 16 juillet 1887.]

## Ventes par le Shérif—Chicoutimi

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mention-

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } LOUIS EDOUARD

No. 158. } L. PACAUD, Plaintiff ;

against D. H. ROCHON ET AL., Defendants.

As belonging to A. B. Desrochers &amp; Cie.

An emplacement situate and lying in the village of Arthabaskaville, being the number one hundred and sixty six (166), of the official plan and book of reference of the said village, subject to the charge of a ground rent of fifteen dollars, payable every first January of each year, to the representatives of Antoine Baril and Thomas Baril, according to deed of the sixteenth January, one thousand eight hundred and seventy one (1871), passed before Maître T. Côté, notary.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Arthabaska, in the court house, at Arthabaskaville, on the SEVENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first of December next.

AUGUSTE QUESNEL, Jr.,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.

Arthabaskaville, 3rd August, 1887. 2602

[First published, 6th August, 1887.]

## Sheriff's Sales—Bedford

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar in not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law ; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

## FIERI FACIAS.

Superior Court for Lower Canada.—District of Bedford.

Bedford, to wit : } THE EASTERN T O W N -

No. 3740 } SHIPS BANK, Plaintiff ;

against the lands and tenements of HIRAM DARBY ET AL., Defendants.

Seized as belonging to Hiram Darby, one of the said Defendants.

The east ninety acres more or less, of the lot of land number three, in the fourth range of lots of the said township of Ely, (south part) ; bounded north by Pierre Millette, south partly by Jean Bte. Bombardier and partly by one Leroux, east by Alexandre Bombardier, and west by the road leading across the fourth range of Ely aforesaid—together with all the buildings thereon erected and made.

To be sold at the office of the registrar for the county of Shefford, at Waterloo, in the township of Shefford, in the district of Bedford, on the TWENTY FOURTH day of SEPTEMBER next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of October next.

W. E. J. GOODMAN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.

Sweetsburgh, 13th July, 1887. 2404

[First published, 16th July, 1887.]

## Sheriff's Sales—Chicoutimi

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-

nés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, à savoir : } **EVAN JOHN PRICE**,  
No. 328. } de Saint-Colomb de  
Sillery, écuyer, marchand, Demandeur; contre  
**ISAÏE IMBAULT**, de Chicoutimi, journalier,  
Défendeur.

Le lot de village numéro cent quarante-trois, situé dans la partie sud-est du village de Chicoutimi, (maintenant la ville de Chicoutimi), contenant un acre en superficie, plus ou moins; tenant par le nord-est au lot numéro cent douze, par le sud-ouest à la sixième rue de front, par le sud-est à la rue transversale, numéro quatorze, et par le nord-ouest au lot numéro cent quarante-quatre—avec les bâties dessus érigées; lequel lot est maintenant désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Chicoutimi, quartier-ouest, sous le numéro huit cent quatorze.

Pour être vendu au bureau du sousigné, au palais de justice, dans la ville de Chicoutimi, le **DIX-SEPTIÈME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le trente et unième jour d'octobre prochain.

**O. BOSSÉ,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Chicoutimi, 9 août 1887. 2679 2  
[Première publication, 13 août 1887.]

**VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—Quebec.*

Chicoutimi, à savoir : } **JEAN-BAPTISTE**  
No. 1030. } **EUGENE LETEL-  
LIER**, de la cité de Québec, marchand, épicier,  
Demandeur; contre **ALICE DESCORMIERS**, de  
la paroisse de Notre-Dame du Lac Saint-Jean, dans  
le district de Chicoutimi, Défenderesse.

La juste moitié indivise d'un emplacement faisant partie du lot numéro onze, dans le rang B, du canton de Roberval, contenant en totalité, sept perches de front sur la profondeur qu'il peut y avoir à prendre, au sud-ouest au chemin de front du dit rang B, à se rendre au nord-est au Lac Saint-Jean, et joignant au sud-est la route dite route de Roberval, et au nord-ouest à Louis Tremblay—avec ensemble une juste moitié d'une maison en bois, avec toit français, d'une boutique d'artiste et d'un hangar.

Pour être vendue à la porte de l'église de la dite paroisse de Notre-Dame du Lac Saint-Jean, le **VINGT-SEPTIÈME** jour du mois de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de novembre prochain.

**O. BOSSÉ,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Chicoutimi, 27 août 1887. 2817 2  
[Première publication, 3 septembre 1887.]

**Ventes par le Shérif—Iberville**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mention-

have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, to wit : } **EVAN JOHN PRICE**, of  
No. 328. } Saint Colomb de Sillery,  
esquire, merchant, Plaintiff; against **ISAÏE IM-  
BAULT**, of Chicoutimi, laborer, Defendant.

The village lot number one hundred and forty three, situated in the south east part of the village of Chicoutimi, (now the town of Chicoutimi), containing one acre in superficies, more or less; joining on the north east to the lot number one hundred and twelve, on the south west to the sixth front street, on the south east to the transversal street, number fourteen, and on the north west to the lot number one hundred and forty four—with the buildings thereon erected; which said lot is now designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Chicoutimi, west ward, under the number eight hundred and fourteen.

To be sold at the office of the undersigned, at the court house, in the town of Chicoutimi, on the **SEVENTEENTH** day of **OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty first day of October next.

**O. BOSSÉ,**

Sheriff's Office, Shérif.  
Chicoutimi, 9th August, 1887. 2680  
[First published, 13th August, 1887.]

**VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.**

*Superior Court—Quebec.*

Chicoutimi, to wit : } **JEAN-BAPTISTE**  
No. 1030. } **EUGENE LETELLIER**,  
of the city of Quebec, merchant, grocer, Plaintiff;  
against **ALICE DESCORMIERS**, of the parish of  
Notre-Dame du Lac Saint Jean, in the district of  
Chicoutimi, Defendant.

The exact undivided half of an emplacement forming part of the lot number eleven, in the range B, of the township of Roberval, containing altogether seven perches of frontage by the depth that there may be starting, from the south west of the front road of the said range B, and going north east as far as Lake Saint John, and joining on the south east the by-road called Roberval by-road, and on the north west to Louis Tremblay—together with the exact half of a wooden house, french attic, an artist's studio and an outhouse.

To be sold at the door of the church of the said parish of Notre Dame du Lac Saint Jean, on the **TWENTY SEVENTH** day of the month of **SEPTEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of November next.

**O. BOSSÉ,**

Sheriff's Office, Shérif.  
Chicoutimi, 27th August, 1887. 2818  
[First published, 3rd September, 1887.]

**Sheriff's Sales—Iberville**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**.

nés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir: } **CYPRIEN LAVER-**  
No. 234. } **RIERE**, Demandeur; vs.  
**LUDGER DISLIP**, Défendeur, et Narcisse  
Denault *et al.*, Tiers-saisis.

Une terre située en la cinquième concession de la paroisse de Saint-Cyprien, dans le district d'Iberville, de la contenance de 110 arpents et soixante et quatorze perches en superficies, plus ou moins—avec une maison en pierre, grange et autre bâties y érigées, connus aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Cyprien, sous les numéros trois cent quatre, trois cent cinq et trois cent huit (304, 305 et 308).

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Cyprien, le QUATORZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le cinquième jour de novembre prochain.

**CHS. NOLIN,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, le 10 août 1887. 2653 2  
[Première publication, 13 août 1887.]

**PLURIES FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure—District de Montréal.*

Saint-Jean, à savoir: } **JEAN-BAPTISTE BOR-**  
No. 382. } **NAIS**, Demandeur;  
contre **JOSEPH MEUNIER**, Défendeur, et MM.  
Trudel, Charbonneau, Lamothe & DeLorimier,  
distrayants.

Un morceau de terre situé en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, faisant partie du terrain connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro mille deux, cette partie du No. 1002, de forme irrégulière, contient cent quatre-vingt-neuf pieds dans la ligne nord-est, longeant le terrain du chemin de fer Montréal et Champlain, cent cinquante pieds dans la ligne sud-ouest, et soixante et onze pieds dans la ligne sud-est, et cent soixante-dix pieds dans la ligne nord-ouest, mesuré anglaise, sans garantie de mesure précise—avec un hangard à grain dessus construit.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la ville de Saint-Jean, le DIX-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de septembre prochain.

**CHS. NOLIN,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 11 juillet, 1887. 2359 3  
[Première publication, 16 juillet 1887.]

**Ventes par le Shérif—Montmagny**

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu

have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit: } **CYPRIEN LAVER-**  
No. 234. } **RIERE**, Plaintiff; vs.  
**LUDGER DISLIP**, Defendant, and Narcisse  
Denault *et al.*, tiers-saisis.

A farm situate in the fifth concession of the parish of Saint Cyprien, in the district of Iberville, containing one hundred and ten arpents in superficies, more or less—with a stone house, barn and other buildings thereon erected, known on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Cyprien, under the numbers three hundred and four, three hundred and five and three hundred and eight (303, 305 and 308).

To be sold at the parochial church door of the parish church of Saint Cyprien, on the FOURTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the fifth day of November next.

**CHS. NOLIN,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, 10th August, 1887. 2654  
[First published, 13th August, 1887.]

**PLURIES FIERI FACIAS.**

*Superior Court—District of Montreal.*

Saint Johns, to wit: } **JEAN BAPTISTE BOR-**  
No. 382. } **NAIS**, Plaintiff; against  
**JOSEPH MEUNIER**, Defendant; and Messrs.  
Trudel, Charbonneau, Lamothe & DeLorimier,  
Distrayants.

A piece of land situated in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, being part of the ground known on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number one thousand and two (1002), such part of the number (1002), of an irregular form, contain one hundred and eighty nine feet in the north east line, joining the ground of the Montreal and Champlain railroad; opp. hundred and fifty feet in the south west line, seventy one feet in the south east line, and one hundred and seventy feet in the north west line, english measure, without any guarantee as to precise measure—with a grain store house thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the town of Saint Johns, on the NINETEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the thirtieth day of September next.

**CHS. NOLIN,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, 11th July, 1887. \*  
[First published, 16th July, 1887.]

**Sheriff's Sales—Montmagny**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under ar-

de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

District de Montmagny, } **J. E. A. N. LAMONTAGNE**, cultivateur, de la paroisse de Saint-Magloire, est Demandeur; et **NAPOLÉON BOULANGER**, père cultivateur, du même lieu, Défendeur; le dit Napoléon Boulanger, père, contre le dit Jean Lamontagne, savoir:

La moitié d'un lot de terre situé au rang sud-ouest du chemin Mailloux, au canton de Bellechasse, connu au livre de renvoi et sur le plan officiel du cadastre du comté de Bellechasse, pour le chemin Mailloux au canton de Bellechasse, sous le No. 35; borné au nord par le No. 34, à l'est par un chemin public, au sud par le No. 36, à l'ouest par la ligne entre le rang sud-ouest du chemin Mailloux et le 5e rang, contenant la totalité du dit lot, neuf chaînes et cinquante mailles de front sur cinquante-trois chaînes de profondeur, formant pour la moitié du dit lot No. 35, vingt-cinq acres en superficie (25)—circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Bellechasse, en la paroisse de Saint-Michel, **SAMEDI, le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le trente et unième jour d'octobre prochain.

J. D. LEPINE,

Bureau du Shérif, Montmagny, 6 août 1887. Shérif. 2625 2  
[Première publication, 13 août 1887.]

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

District de Montmagny, } **DAME ARTHÉMISE DROY**, épouse de Siméon Bolduc, écuyer, médecin, de la paroisse de Saint-Michel, et le dit **SIMÉON BOLDUC**, pour assister et autoriser sa dite épouse; contre **LOUIS BLAIS**, écuyer, avocat, de la ville de Montmagny, et **NAZAIRE BERNATCHEZ**, écuyer, propriétaire de vaisseau à vapeur, du même lieu, en leur qualité de curateur à la succession vacante de feu Charles Pacaud, en son vivant, avocat, de la dite ville de Montmagny, savoir:

1. Un terrain de trois quart d'arpent, plus ou moins, en superficie, situé dans la ville de Montmagny, joignant d'un côté au nord-est à William Price, et de l'autre côté au sud-ouest à la rue du Dépôt, d'un bout par le nord à un terrain maintenant en la possession de Joseph Létourneau, d'autre bout par le sud à Etienne Lilais—avec maison, grange et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances. Le dit terrain étant la partie nord du lot désigné sous le No. 190, au livre de renvoi et sur le plan officiel du cadastre du comté de Montmagny, pour le village de Montmagny, aujourd'hui la ville de Montmagny.

2. Un autre terrain de deux arpents, plus ou moins, en superficie, situé dans la ville de Montmagny, joignant d'un côté au nord-est à William Price, et de l'autre côté au sud-ouest à la rue du Dépôt, d'un bout par le nord à Etienne Lilais, de l'autre bout par le sud à Johnny Guay. Le dit terrain étant la partie sud du lot de terre désigné sous le No. 190, au livre de renvoi et sur le plan officiel du cadastre du comté de Montmagny, pour le village de Montmagny, maintenant la ville de Montmagny.

article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.*

District of Montmagny, } **J. E. A. N. LAMONTAGNE**, farmer, of the parish of Saint Magloire, is Plaintiff; and **NAPOLÉON BOULANGER**, senior, farmer, of the same place, Defendant; the said Napoléon Boulanger, senior, against the said Jean Lamontagne, to wit:

The half of a lot of land situated in the range south west of Mailloux road, in the township of Bellechasse, known on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Bellechasse, Mailloux road, in the township of Bellechasse, under the No. 35, bounded on the north by the No. 34, on the east by the public highway, on the south by the No. 36, on the west by the line between the range south west of Mailloux road and the 5th range, the totality of the said lot containing nine chains and fifty links of frontage by fifty three chains in depth, forming for the half of the said lot No. 35, twenty five acres in superficies (25)—circumstances and dependencies.

To be sold at the registration office of the county of Bellechasse, in the parish of Saint Michel, on **SATURDAY, the FIFTEENTH day of OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty first day of October next.

J. D. LEPINE,

Sheriff's Office, Montmagny, 6th August, 1887. Sheriff. 2626 2  
[First published, 13th August, 1887.]

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.*

District of Montmagny, } **DAME ARTHÉMISE DROY**, wife of Siméon Bolduc, esquire, physician, of the parish of Saint Michel, and the said **SIMÉON BOLDUC**, to assist and authorize his said wife; against **LOUIS BLAIS**, esquire, advocate, of the town of Montmagny, and **NAZAIRE BERNATCHEZ**, esquire, steamboat owner, of the same place, in their quality of curator to the vacant estate of the late Charles Pacaud, in his lifetime, advocate, of the said town of Montmagny, to wit:

1. A land of three quarters of an arpent, more or less, in superficies, situated in the town of Montmagny, joining by one side on the north east to William Price, and by the other side on the south west to the *Rue du Dépôt*, by one end on the north to a land now in the possession of Joseph Létourneau, by the other end on the south to Etienne Lilais—with house, barn, and other buildings thereon constructed, circumstances and dependencies. The said land being the northern part of the lot designated under the No. 190, on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Montmagny, for the village of Montmagny, now the town of Montmagny.

2. Another land of two arpents, more or less, in superficies, situated in the town of Montmagny, joining by one side on the north east to William Price, and by the other side on the south west to the *Rue du Dépôt*, by one end on the north to Etienne Lilais, by the other end on the south to Johnny Guay. The said land being the southern part of the lot of land designated under the No. 190, on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Montmagny, for the village of Montmagny, now the town of Montmagny.

Pour être vendus à mon bureau, au palais de justice, dans la ville de Montmagny, **SAMEDI**, le **DIX-SEPTIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le vingtième jour de septembre prochain.

J. D. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montmagny, 9 juillet 1887. 2339 3  
[Première publication, 16 juillet 1887.]

**VENTIONI EXPONAS.**

*Cour Supérieure.*

District de Montmagny, } **CYRIAQUE HOULE**,  
No. 15. } navigateur, de la  
paroisse de l'Islet; contre **DESIRE GENDREAU**,  
cultivateur, de la paroisse de Saint-Eugène, savoir :

Une terre située au premier rang de la paroisse de Saint-Eugène, contenant trois arpents de front sur quarante arpents de profondeur; bornée au nord-ouest au Bras Saint-Nicolas, et au Sud-est à la seconde concession de Saint-Eugène, joignant d'un côté au nord-est à Samuel Poitras, de l'autre côté au sud-ouest à Gilbert Bernier, connue au livre de renvoi et sur le plan officiel du cadastre du comté de l'Islet, pour la paroisse de Saint-Eugène, sous les Nos. 237 et 239. A distraire sur le dit lot No. 239, la moitié indivise du dit lot appartenant à Charles Gendreau, cultivateur, de Saint-Eugène—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Eugène, **LUNDI**, le **TROISIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour d'octobre prochain.

J. D. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montmagny, 27 août 1887. 2819 2  
[Première publication, 3 septembre 1887.]

**Ventes par le Shérif—Montréal**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civil du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

**FIERI FACIAS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **ALEXANDER MUR-**  
No. 11. } **RAY**, des cité et district  
district de Montréal, écuyer, et **JOHN HOPE**, du même lieu, écuyer, Demandeurs; contre les terres et tenements de **JOHN JACKSON** et **PETER JACKSON**, tous deux de la Côte Saint-Paul, en le district de Montréal, cultivateurs, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs.

1. Un lot de terre situé à la Côte Saint-Paul, étant le numéro trois mille neuf cent trente (3930), sur le plan officiel et au livre de renvoi pour la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant environ neuf arpents et neuf perches de longueur sur quatre arpents et cinq perches de largeur, formant une superficie d'environ quarante-quatre arpents et cinq perches et demie; borné à l'ouest par A. Desève ou ses représentants, au sud par Lanouette

To be sold at my office, in the court house, in the town of Montmagny, on **SATURDAY**, the **SEVENTEENTH** day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of September next.

J. D. LEPINE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montmagny, 9th July, 1887.  
[First published, 16th July, 1887.]

**VENTIONI EXPONAS.**

*Superior Court.*

District of Montmagny, } **CYRIAQUE HOULE**,  
No. 15. } navigateur, of the  
parish of l'Islet; against **DESIRE GENDREAU**,  
farmer, of the parish of Saint Eugène, to wit :

A land situated in the first range of the parish of Saint Eugène, containing three arpents of frontage by forty arpents in depth; bounded on the north west by the Bras Saint Nicolas, and on the south east by the second concession of Saint Eugène, joining by one side on the north east to Samuel Poitras, and by the other side on the south west to Gilbert Bernier, known on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of l'Islet, for the parish of Saint Eugène, under the Nos. 237 and 239. Excepted however from the said lot No. 239, the undivided half of the said lot, belonging to Charles Gendreau, farmer, of Saint Eugène—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Eugène, on **MONDAY**, the **THIRD** day of **OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty eight day of October next.

J. D. LEPINE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montmagny, 27th August, 1887. 2820 2  
[First published, 3rd September, 1887.]

**Sheriff's Sales—Montreal**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All opposition *afin d'annuler afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

**FIERI FACIAS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **ALEXANDER MURRAY**,  
No. 11. } of the city and district of  
Montreal, esquire, and **JOHN HOPE**, of the same place, esquire, Plaintiffs; against the lands and tenements of **JOHN JACKSON** and **PETER JACKSON**, both of Côte Saint Paul, in the district of Montreal, farmers, Defendants.

Seized as belonging to the said defendants.

1. A lot of land situate at Côte Saint Paul, being number three thousand nine hundred and thirty (3930), on the official plan and in the book of reference for the municipality of the parish of Montreal, containing about nine arpents and nine perches in length by four arpents and five perches in width, forming a superficial extent of about forty four arpents five perches and a half; bounded on the west by A. Desève or his representatives, to the

et Brault ou représentants, à l'est et au nord par les lots connus comme la propriété Galt—sans bâtisses.

2. Un autre lot de terre situé à la Côte Saint-Paul, étant le numéro quatre mille six cent quatre-vingt-quatre (4684), du dit plan officiel et au livre de renvoi pour la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant environ dix-sept arpents de longueur sur la ligne sud, et dix-sept arpents et sept perches sur la ligne nord, sur deux arpents et sept de largeur ; borné à l'est par le canal de l'Aqueduc, à l'ouest par l'extrémité des propriétés Latour et Thierry, au sud par Henry Hadley ou ses représentants, et au nord par l'extrémité des terres de la Côte Saint-Paul, appartenant à Latour, Prudhomme, Aubertin, Henrichon, Jarry, Jackson, senior, ou représentants, et E. Hudon ou représentants—avec les bâtisses sus-érigées.

3. Un lot de terre situé à la susdite Côte Saint-Paul, faisant partie du numéro trois mille neuf cent douze (3912), du dit plan officiel et au livre de renvoi pour la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant un demi arpent de largeur sur un arpent de longueur ; borné en front vers le nord par le chemin de la Côte Saint-Paul, près du canal Lachine, à l'est et au sud par le dit lot numéro trois mille neuf cent douze, et connu comme la propriété Desève, et à l'ouest par la propriété Hudon—sans bâtisses.

4. Cette terre ou étendue de terre située en la susdite Côte Saint-Paul, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro trois mille six cent dix-sept (3617) ; borné en front vers le nord par le chemin de la Côte Saint-Paul, près du canal Lachine, à déduire du dit lot la partie nord d'icelle, laquelle a été prise pour élargir le canal Lachine ; et bornée du côté est par le lot numéro trois mille six cent dix-huit, des dits plan et livre de renvoi, le dit côté mesurant cent neuf pieds et dix pouces, du côté ouest par le lot numéro trois mille six cent seize, des dits plan et livre de renvoi, le dit côté mesurant cent vingt-neuf pieds sur le côté nord par le canal Lachine avant son élargissement, le dit côté mesurant quatre cent dix pieds, du côté sud par le résidu du dit lot numéro trois mille six cent dix-sept, le dit côté mesurant quatre cent onze pieds, et contenant la dite terre après déduction faite une superficie de vingt-sept mille deux cent quatre-vingt-dix-huit pieds après déduction de la partie d'icelle employée comme chemin public, le tout mesure anglaise—avec deux granges et autres bâtisses érigées sur la dite terre, et aussi une maison en pierre, construite sur le chemin en partie au front de la dite terre. Le résidu du dit lot numéro trois mille six cent dix-sept, maintenant saisi étant borné en front au nord par le chemin public, lequel a été placé dans une direction sud en conséquence de la dite expropriation.

5. Un lot de terre situé en la paroisse de la Côte Saint-Paul, faisant ci-devant partie de la paroisse de Montréal, contenant environ soixante et quinze arpents en superficie, plus ou moins ; borné en front par le canal Lachine, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro trois mille neuf cent douze (3912)—avec une maison en bois et grange sus-érigées, à déduire de la dite terre la partie d'icelle, laquelle a été prise pour l'élargissement du canal Lachine, et de la partie du dit lot ci-dessus en troisième lieu décrit.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, lot par lot, le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-

south by Lanouette and Brault or representatives, east and north by the lots known as the Galt property—without buildings.

2. Another lot of land situate at Côte Saint Paul, being the number four thousand six hundred and eighty four (4684), on the said official plan and in the book of reference for the municipality of the parish of Montreal, containing about seventeen arpents in length on the southern alignment, and seventeen arpents seven perches on the northern alignment, by two arpents and a half in width ; bounded on the east by the Water Works Canal, on the west by the extremity of the properties Latour and Thierry, south by Henry Hadley or his representatives, and north by the extremity of the lands of la Côte Saint Paul, belonging to Latour, Prudhomme, Aubertin, Henrichon, Jarry, Jackson, senior, or representatives, and E. Hudon or representatives—with the buildings thereon erected.

3. A lot of land situate at Côte Saint Paul aforesaid, forming part of number three thousand nine hundred and twelve (3912), of the said official plan and in the book of reference for the municipality of the parish of Montreal, containing half an arpent in width by one arpent in length ; bounded in front towards the north by the road of Côte Saint Paul, near the Lachine Canal, on east and south by said lot number three thousand nine hundred and twelve, and known as the Desève property, and west by the Hudon property—without buildings.

4. That certain farm or tract of land situate at Côte Saint Paul aforesaid, known and distinguished on the official plan and in the book of reference for the said municipality of the parish of Montreal, by the number three thousand six hundred and seventeen (3617) ; bounded in front towards the north by the road of Côte Saint Paul, near the Lachine Canal, deduction to be made from said lot of the northern portion thereof which has been taken for the widening of the Lachine Canal ; and bounded on the east side by lot number three thousand six hundred and eighteen, on said plan and book of reference, said side measuring one hundred and nine feet ten inches, on the west side by the lot number three thousand six hundred and sixteen, on said plan and book of reference, said side measuring one hundred and twenty nine feet on the northern side by the Lachine Canal previous to its widening, said side measuring four hundred and ten feet, and on the south side by the balance of said number three thousand six hundred and seventeen, said side measuring four hundred and eleven feet, and containing said land so to be deducted from said farm a superficies of twenty seven thousand two hundred and ninety eight feet after deducting the portion thereof occupied by the public road, all english measure—with two barns and other buildings erected on said farm, and also a stone house, built on the road partly in front of said land. The residue of said lot number three thousand six hundred and seventeen, now seized, being bounded in front to the north by the public road, which has been moved in a southerly direction in consequence of said expropriation.

5. A lot of land situate in the parish of Côte Saint Paul, forming part heretofore of the parish of Montreal, containing about seventy five arpents in superficies, more or less ; bounded in front by the Lachine Canal, and known and designated on the official plan and in the book of reference for the municipality of the parish of Montreal, under number three thousand nine hundred and twelve (3912)—with wooden house and barn thereon erected, deduction to be made from the said land of the portion thereof, which has been taken for the widening of the Lachine Canal, and of the portion of the said lot hereinabove thirdly described.

To be sold at my office, in the city of Montreal, lot by lot, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the

mid, Le dit bref rapportable le trentième jour de septembre prochain.

**PIERRE J. O. CHAUVEAU,**  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 13 juillet 1887. 2383 3  
[Première publication, 16 juillet 1887.]

**FIERI FACIAS.**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **CHARLES AIME DU-**  
No. 1120. } **MAINE ET WILLIAM**  
**HALPIN,** tous deux entrepreneurs de pompes funèbres, et charions, de la cité de Montréal, et y faisant affaires ensemble comme tels en société sous les noms et raison de Dumaine et Halpin, Demandeurs ; contre les terres et tenements de **JOSEPH FRIGON,** des cité et district de Montréal, en sa qualité de curateur dument nommé à la succession vacante de feu William Lane Douthney, en son vivant, du même lieu, Défendeur, es-qualité.

Un terrain vacant, situé sur le niveau de la rue Fortier, en la cité de Montréal renfermant les lots quatre, cinq et six (4, 5 et 6), de la subdivision officielle du numéro principal sept cent quatre-vingt (780-4, 780-5, 780-6), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la dite cité de Montréal.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour de septembre prochain.

**PIERRE J. O. CHAUVEAU,**  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 13 juillet 1887. 2385 3  
[Première publication, 16 juillet 1887.]

**FIERI FACIAS,**

*Cour de Circuit pour le district de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **PIERRE GERVAIS,** de  
No. 495 } Sainte-Cunégonde, district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **JOSEPH J. PREVOST,** de Sainte-Cunégonde, dans le district de Montréal, et **ALEXANDRE H. LATOUR,** de la cité de Montréal, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit Joseph J. Prevost, l'un des dits défendeurs en cette cause, les immeubles suivants, savoir :

1. Un emplacement sis et situé en le village de Saint-Polycarpe, dans le comté de Soulanges, district de Montréal, connu et désigné aux plan officiel et livre de renvoi du cadastre de la paroisse de Saint-Polycarpe, sous le numéro trois cent cinquante (350) ; borné en front par la montée Sainte-Catherine-sans bâtisses.

2. Un autre emplacement situé au même lieu, connu et désigné aux plan officiel et livre de renvoi du cadastre de la dite paroisse de Saint-Polycarpe, sous le numéro trois cent soixante (No 360), et formant l'encoignure sud-ouest de la montée Sainte-Catherine et du chemin public, du côté sud de la Rivière à Delisle—avec une maison en bois et autres bâtisses dessus construites.

3. La moitié indivise d'une terre sise et située en la dite paroisse de Saint-Polycarpe, concession de la Rivière à Delisle, du côté sud, dans le comté de Soulanges, district de Montréal, connu et désigné aux plan officiel et livre de renvoi du cadastre de la dite paroisse de Saint-Polycarpe, sous le numéro trois cent quarante-huit (348) ; borné en front partie par la Rivière à Delisle et par les emplacements No. 361, à Edouard Lamarre, No 364, à F. X. Brabant, fils, et le No 365, à F. X. Brabant, père, et partie par des emplacements du village de Saint-Polycarpe, longeant la montée Sainte-Catherine, du côté ouest d'icelle—avec la moitié indivise d'une grange et autres bâtisses érigées sur la dite terre.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale.

forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of September next.

**PIERRE J. O. CHAUVEAU,**  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 13th July, 1887. 2384  
[First published, 16th July, 1887.]

**FIERI FACIAS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **CHARLES AIME DUHAIME**  
No. 1120. } **AND WILLIAM HALPIN,**  
both undertakers and carriage makers, of the city of Montreal, and there doing business together as such in partnership, under the name and firm of Dumaine and Halpin, Plaintiffs ; against the lands and tenements of **JOSEPH FRIGON,** of the city and district of Montreal, in his quality of curator duly named to the vacant succession of the late William Lane Douthney, in his lifetime, of the same place, Defendant, es quality.

A vacant lot, situated on Fortier street, in the city of Montreal, enclosing the lots four, five and six (4, 5 and 6), of the official subdivision of the principal number seven hundred and eighty (780-4, 780-5, 780-6), of the official plan and book of reference of Saint Lewis ward, of the said city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty fourth day of September next.

**PIERRE J. O. CHAUVEAU,**  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 13th July, 1887. 2386  
[First published, 16th July, 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*Circuit Court for the district of Montreal.*

Montreal to wit : } **PIERRE GERVAIS,** of  
No. 495 } Sainte-Cunégonde, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **JOSEPH J. PREVOST,** of Sainte-Cunégonde, in the district of Montreal, and **ALEXANDRE H. LATOUR,** of the city of Montreal, Defendant.

Seized as belonging to the said Joseph J. Prevost, one of the said defendants in this cause, the following immovables, to wit :

1. An emplacement situated and lying in the village of Saint Polycarpe, in the county of Soulanges, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Polycarpe, under the number three hundred and fifty (No. 350) ; bounded in front by the Sainte Catherine ascent (or by-road)—without buildings.

2. Another emplacement situated at the same place, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Polycarpe, under the number three hundred and sixty (No 360), and forming the south west corner of Sainte Catherine ascent (or by-road) and the public highway, of the south side of the Rivière à Delisle—with a wooden house and other buildings thereon constructed.

3. The undivided half of a land situated and lying in the said parish of Saint Polycarpe, concession of la Rivière à Delisle of the south side, in the county of Soulanges, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Polycarpe, under the number three hundred and forty eight (348) ; bounded in front partly by la Rivière à Delisle, and by the emplacements No. 361, belonging to Edouard Lamarre, No. 364, belonging to F. X. Brabant, junior, and No. 365, belonging to F. X. Brabant, senior, and partly by emplacements of the village of Saint Polycarpe, running along side the Sainte Catherine ascent (or by-road), on the west side thereof—with the undivided half of a barn and other buildings erect on the said land.

To be sold at the parochial church door of the

siale de la paroisse de Saint-Polycarpe, lot par lot, le DIX-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-deuxième jour de septembre prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 13 juillet 1887. 2387 3  
[Première publication, 16 juillet 1887.]

**FIERI FACIAS.**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } ANTOINE G. LORD,  
No. 2045. } Banquier, des cité et  
district de Montréal, Demandeur ; contre les terres  
et-ténements de ANTOINE DAIGNEAU, de Saint-  
Lambert, district de Montréal, Défendeur.

1. Un emplacement situé dans la municipalité de Saint-Lambert, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro trente-huit (No. 38), de la subdivision du numéro deux cent cinquante-six (256), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal ; borné en front par une rue portant le numéro trente-sept A (37 A), de la dite subdivision—avec les bâtisses sus-érigées.

2. Un autre emplacement situé au même lieu, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro trente-neuf (No. 39), de la subdivision du numéro deux cent cinquante-six (No. 256), du plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil, dit comté de Chambly, et dit district de Montréal ; borné en front par une rue portant le (No. 37 A) trente-sept A, de la dite subdivision—sans bâtisses.

3. Un autre emplacement situé au même lieu, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels sous le numéro quarante (No. 40), de la subdivision du numéro deux cent cinquante-six (No. 256), du plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil, dit comté de Chambly, et dit district de Montréal ; borné en front par une rue portant le numéro trente-sept A (No. 37 A), de la dite subdivision—sans bâtisses.

4. Un lopin de terre situé au même lieu, et formant partie du lot numéro deux cent cinquante-six (256), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Longueuil, dit comté et dit district, contenant le dit lopin de terre présentement décrit, cent quatre-vingt-trois pieds de largeur par soixante et quinze pieds de profondeur, le tout plus ou moins ; borné en front au sud-est par le chemin public, au nord-ouest par le fleuve Saint-Laurent, du côté nord-est par M. Noël Marcil, et du côté sud-ouest par le dit Marcil—avec trois maisons en bois et autres bâtisses dessus construites.

5. Un autre terrain situé au même lieu, formant partie du numéro cent soixante-quatorze (No. 174), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Longueuil, dans le comté de Chambly, et district de Montréal, contenant quarante-cinq pieds de largeur par cent vingt-trois pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise ; borné en front au sud-ouest par le chemin public, en profondeur par M. Noël Marcil, d'un côté par un nommé Brownson, et d'autre côté par St. Luc Bariteau—avec une maison en bois à deux étages et autre bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Longueuil, lot par lot, le DIX-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour de septembre prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 13 juillet 1887. 2389 3  
[Première publication, 16 juillet 1887.]

parish of Saint Polycarpe, lot by lot, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty second day of September next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 13th July, 1887. 2388  
[First publication, 16th July, 1887.]

**FIERI FACIAS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } ANTOINE G. LORD,  
No. 2045. } banker, of the city and  
district of Montreal, Plaintiff ; against the lands  
and tenements of ANTOINE DAIGNEAU, of  
Saint Lambert, district of Montreal, Defendant.

1. An emplacement situated in the municipality of Saint Lambert, known and designated on the official plan and book of reference, under the number thirty eight (No. 38), of the subdivision of the number two hundred and fifty six (256), of the official plan and book of reference of the parish of Longueuil, county of Chambly, district of Montreal ; bounded in front by a street bearing the number thirty seven A (37 A), of the said subdivision—with the buildings thereon erected.

2. Another emplacement situated at the same place, known and designated on the official plan and book of reference, under the number thirty nine (No. 39), of the subdivision of the number two hundred and fifty six (No. 256), of the official plan and book of reference of the parish of Longueuil, said county of Chambly, and said district of Montreal ; bounded in front by a street bearing the number thirty seven A (37 A), of the said subdivision—without buildings.

3. Another emplacement situated at the same place, known and designated on the official plan and book of reference under the number forty (No. 40), of the subdivision of the number two hundred and fifty six (No. 256), of the official plan and book of reference of the parish of Longueuil, said county of Chambly and said district of Montreal ; bounded in front by a street bearing the number thirty seven A (No. 37 A), of the said subdivision—without buildings.

4. A parcel of land situated at the same place, and forming part of the lot number two hundred and fifty six (256), of the official plan and book of reference of the said parish of Longueuil, said county and said district, the said parcel of land containing as presently described one hundred and eighty three feet of width by seventy five feet in depth, the whole more or less ; bounded in front on the south east by the public highway, on the north west by the Saint Lawrence river, on the north east side by Mr. Noël Marcil, and on the south west side by the said Marcil—with three wooden houses and other buildings thereon constructed.

5. Another land situated at the same place, forming part of the number one hundred and seventy four (No. 174), of the official plan and book of reference of the said parish of Longueuil, in the county of Chambly, and district of Montreal, containing forty five feet in width by one hundred and twenty three feet in depth, the whole more or less, english measurement ; bounded in front on the south west by the public highway, in depth by Mr. Noël Marcil, on one side by one Brownson, and on the other side by St. Luc Bariteau—with a two story wooden house and other buildings thereon constructed.

To be sold at the parochial church door of the parish of Longueuil, lot by lot, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty fourth day of September next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 13th July, 1887. 2390  
[First published, 16th July, 1887.]

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les propriétés immobilières sous-mentionnées ont été saisies et seront vendues aux temps et lieux tels que mentionnés ci-après. Toutes personnes ayant à exercer contre les dites propriétés des droits que le registraire n'est pas tenu de mentionner dans son certificat en vertu de l'article 700 du code de procédure civile, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toute opposition à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned immovable properties have been seized and shall be sold at the time and place hereinafter specified. All persons who have to exercise as regards the same, any claims which the registrar is not held to mention in his certificate by virtue of article 700 of the code of civil procedure are hereby required to make known the same according to law. Every opposition to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, shall have to be deposited in the office of the undersigned, before the fifteen days immediately preceding the day of the sale; opposition *afin de conserver* may be deposited at any time within six days after the return of the writ.

No.	Requérante. — Claimant.	Lot ou No. du cadastre — Lot or Cadastral No.	No. de la rue. — Street No.	Ruc.—Street.	Quartier. — Ward.	Propriétaire d'après le rôle d'évaluation ou proprié- taire inconnu suivant le cas.—Proprietor as per assessment roll or unknown proprietors as the case may be.	Nature de l'évaluation. — Nature of assessment.	Montant.	Intérêt.	Frais.—Costs.	Montant dû.	Total amount due.
								Amount. \$ cts.	Interest \$ cts.	\$ c.	\$ cts.	\$ cts.
3	Cité de Montréal. —City of Mon- tréal.....	Moitié S. E. de—S. E. half of 922.	64.66	Shearer.....	Ste. Anne— St. Ann.....	The Mont Royal Permanent Building Society.....	Annuelle—Annual....	24 00	1 44	0 25	25 69	
6	do ..	1566	67 à—to 73	Argile Avenue.....	St. Antoine.....	David Aikman.....	do ..	396 00	23 76	0 75	420 51	
7	do ..	635	40.40½	St-Charles. Borromée.....	St. Laurent— St. Lawrence	Andrew Lafferty.....	do ..	43 20	2 59	0 45	46 24	
8	do ..	407	225.227	St. George.....	do ..	John McIlhoney.....	do ..	28 80	1 72	0 25	30 77	
13	do ..	415	16.18	Devienne.....	do ..	John McIlhoney.....	do ..	24 00	1 44	0 25	25 69	
14	do ..	402	{ 13 1104	Devienne..... Ste. Catherine.....	do ..	do ..	do ..	52 80	3 16	0 25	56 21	
15	do ..	Subd. 5 de—of 944	lot	St. Hypolite.....	St. Louis.....	Suc.—Estate Dme. Henriette Moreau, épouse de—wife of Hardoin Lionais.....	do ..	9 60	0 55	0 25	10 40	
22	do ..	769	197.199	Amherst .....	St. Jacques— St. James....	Suc.—Estate Mathew Patrick King.....	do ..	52 80	3 10	0 25	56 15	

30	do	1373	623	Notre-Dame s.....	Ste. Marie— Ste. Marys	Dame Marie M. Dufresne, épouse de Joseph Poupart et autres propriétaires in- connus—Dame Marie M. Dufresne, wife of Joseph Poupart and other unk- nown proprietors.....	Annuelle et spéciale pour égout.—Annual and special for drain,	193 75	26 25	1 25	221 25
31	do	1542	lot	Ruelle de—lane of Fullum	do	Inconnu—Unknown.....	Annuelle—Annual....	5 40	0 48	....	5 88
32	do	1255	lot	Chaussé.....	do	Joseph Surveyer dit Lapiere, inconnu—unknown.....	do	3 60	0 21	....	3 81

Pour être vendus en mon bureau, en la cité et district de Montréal, le QUINZIEME  
jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

M. JACQUES VILBON,  
Député shérif du district de Montréal.

Bureau du Shérif,  
Montréal, 5 juillet 1887.

2265 10

To be sold at my office, in the city and district of Montreal, on the FIFTEENTH  
day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

M. JACQUES VILBON,  
Deputy Sheriff of the district of Montreal.

Sheriff's Office,  
Montreal, 5th July, 1887.

2266

## Ventes par le Shérif—Québec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposés en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS.

*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **LA CORPORATION DE**  
No. 1796. } **LA CITE DE QUEBEC** ;  
contre MATHIAS CHOUINARD, des cité et district de Québec, avocat, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs de feu Jacob Lepage et Julie P. Sylvestre, à savoir :

Le lot No. 1599 du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier de la cité de Québec, contenant cinquante-trois pieds de front sur la rue Desfossés sur cinquante trois pieds et neuf pouces de profondeur; borné en arrière par le No. 1628, à l'est par le No. 1600, et à l'ouest par le No. 1598—avec bâtisses. Sujet à une rente foncière d'une piastre payable à J. O. Tousignant, es-qualité, le 29 septembre de chaque année.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le ONZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de novembre prochain.

ALLEYN &amp; PAQUET,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 8 septembre 1887. 2925  
[Première publication, 10 septembre 1887.]

## FIERI FACIAS.

*Cour du Recorder.*

Québec, à savoir : } **LA CORPORATION DE LA**  
No. 1745. } **CITE DE QUEBEC** ;  
contre ANN MAHON, des cité et district de Québec, veuve de John Graham, en son vivant des dits cité et district de Québec, menuisier, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice dument nommé à ses enfants mineurs issus de son mariage avec le dit feu John Graham, à savoir :

Le lot No. 104 du cadastre officiel du quartier Saint-Roch de la cité de Québec, contenant quarante deux pieds et huit pouces de front sur la rue des Jésuites, sur soixante et un pieds et six pouces de profondeur; borné à l'est par le No. 103, et à l'ouest par le No. 108, du dit cadastre—avec bâtisse. Sujet à une rente foncière de sept piastres et treize cents, payable le 29 septembre chaque année à Sa Majesté comme administratrice des biens des Jésuites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le ONZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de novembre prochain.

ALLEYN &amp; PAQUET,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 8 septembre 1887. 2927  
[Première publication, 10 septembre 1887.]

## FIERI FACIAS.

*Circuit de Québec.*

Québec, à savoir : } **AURENT CHABOT**, de la  
No. 1181. } **ville de Lévis**, rentier ;  
contre JOSEPH SAMSON, de la paroisse Saint-Charles, à savoir :

1° Le No. 22, du cadastre officiel de la paroisse

## Sheriff's Sales—Quebec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

## FIERI FACIAS.

*Recorder Co rt.*

Québec, to wit : } **THE CORPORATION OF**  
No. 1796. } **THE CITY OF QUEBEC** ;  
against MATHIAS CHOUINARD, of the city and district of Quebec, advocate, in his quality of tutor to the minor children of the late Jacob Lepage and Julie P. Sylvestre, to wit :

The lot No. 1599 of the official cadastre of Jacques Cartier ward of the city of Quebec, containing fifty three feet of frontage on Desfossés street, by fifty three feet and nine inches in depth; bounded in the rear by the No 1628, on the east by the No. 1600, and on the west by the No. 1598,—with buildings. Subject to a ground rent of one dollar payable to J. O. Tousignant, *es-qualité*, on the 29th of September of each year.

To be sold at my office, in the city of Quebec, in the ELEVENTH day of NOVEMBER, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ is returnable on the twenty-eighth of November next.

ALLEYN &amp; PAQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, 8th September, 1887. 2926  
[First published, 10th september 1887.]

## FIERI FACIAS.

*Recorder's Court.*

Québec, to wit : } **THE CORPORATION OF**  
No. 1745. } **THE CITY OF QUEBEC** ;  
against ANN MAHON, of the city and district of Quebec, widow of John Graham, in his lifetime of said city and district of Quebec, joinder, as well personally as in her quality of tutrix duly appointed to her minor children, issue of her marriage, with the said late John Graham, to wit :

The lot No. 104 of the official cadastre of Saint Roch's ward of the city of Quebec, containing forty two feet and eight inches of frontage on Jesuits street, by sixty one feet and six inches in depth; bounded on the east by the No. 103, and on the west by the No. 108 of the said cadastre—with buildings. Subject to a ground rent of seven dollars and thirteen cents, payable on the 29th of September of each year, to Her Majesty as administratrix of the Jesuit's property.

To be sold at my office, in the City of Quebec, in the ELEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty eighth day of November next.

ALLEYN &amp; PAQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, 8th September, 1887. 2928  
[First published, 10th September, 1887.]

## FIERI FACIAS.

*Circuit of Quebec.*

Québec, to wit : } **AURENT CHABOT**, of the  
No. 1181. } **town of Lévis**, gentleman ;  
against JOSEPH SAMSON, of the parish of Saint-Charles, to wit ;

1° The No. 22, of the official cadastre of the

de Notre-Dame de la Victoire, étant un emplacement situé sur la rue Chabot, contenant cent huit pieds de front sur quarante-neuf pieds et demie de profondeur, plus ou moins—circonstances et dépendances. A la charge d'une rente foncière de quinze piastres, payable annuellement, le premier août, au dit Laurent Chabot.

2° Le No. 21, du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, étant un emplacement situé sur la rue Saint-George, contenant quarante-neuf pieds et demie de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de la Victoire, le QUATORZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-sixième jour d'octobre prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 11 août 1887. 2675 2  
[Première publication, 13 août 1887.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } FANNY CAROLINE LLOYD, de la cité de Québec, en le district de Québec, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Frédéric Marie Joseph Hippolite Henrie de Kastner, de la dite cité de Québec, écuyer, philologue, et le dit Frédéric Marie Joseph Hippolite Henrie de Kastner, afin d'assister sa dite épouse ; contre NOEL LEPINAY, de la dite cité de Québec, en le dit district de Québec, marchand en bois et commerçant en général, à savoir :

1° Le No. 1912, du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement de 3300 pieds anglais en superficie, situé sur le côté sud de la rue Saint-Valier—avec bâtisses. Sujet à une rente foncière de 44 centins, et à une rente constituée de 84 centins, payable annuellement à D. Roy ou représentants.

2° Lot No. 886, du cadastre officiel du quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement de 2700 pieds anglais en superficie, situé sur le côté nord de la rue du Roi—avec bâtisses. Sujet à une rente constituée et annuelle de \$8.00 payable à G. Alford.

3° Le No. 899, du cadastre officiel du quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement de 1670 pieds anglais en superficie, situé sur le côté sud de la rue du Roi—avec bâtisses. Sujet à une rente constituée et annuelle de \$4.00 payable à G. Alford.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Québec, le QUATORZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour d'octobre prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 10 août 1887. 2673 2  
[Première publication, 13 août 1887.]

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } THEODULE PARENT, de la cité de Québec, épiciier ; contre JEREMIE BEDARD, de la paroisse de Charlesbourg, cultivateur, à savoir :

Le No. 258, du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant un lot de terre de 50 arpents et 10 perches en superficie concession Saint-Joseph—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, le DIX-NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le premier jour d'octobre prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 14 juillet 1887. 2609 3  
[Première publication, 16 juillet 1887.]

parish of Notre-Dame de la Victoire, being an emplacement situated on Chabot street, containing one hundred and eight feet of frontage by forty nine and a half feet of depth, more or less—circumstances and dependencies. Subject to the charge of a ground rent of fifteen dollars, payable annually, on the first of August, to the said Laurent Chabot.

2° The No. 21, of the official cadastre of the parish of Notre-Dame de la Victoire, being an emplacement situated on Saint George street, containing forty nine and a half feet of frontage by ninety feet in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Notre-Dame de la Victoire, on the FOURTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-sixth day of October next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, 11th August, 1887. 2676  
[First published, 13th August, 1887.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } FANNY CAROLINE LLOYD, of the city of Québec, in the district of Québec, wife separated as to property by marriage contract of Frederic Marie Joseph Hippolite Henrie de Kastner, of the said city of Québec, esquire, professor of languages, and the said Frederic Marie Joseph Hippolite Henrie de Kastner, to assist his said wife ; against NOEL LEPINAY, of the said city of Québec, in the said district of Québec, wood merchant and general trader, to wit :

1° The No. 1912, of the official cadastre of Jacques-Cartier ward, of the city of Québec, being an emplacement of 3300 english feet in superficies, situated on the south side of Saint Valier street—with buildings. Subject to a ground rent of 44 cents, and an constituted rent of 84 cents, payable annually to D. Roy or representatives.

2° The No. 886, of the official cadastre of Saint Roch's ward, of the city of Québec, being an emplacement of 2700 english feet in superficies, situated on the north side of King street—with buildings. Subject to a constituted and annual rent of \$8.00 payable to G. Alford.

3° The No. 899, of the official cadastre of Saint Roch's ward, of the city of Québec, being an emplacement of 1670 english feet in superficies, situated on the south side of King street—with buldings. Subject to a constituted and annual rent of \$4.00 payable to G. Alford.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the FOURTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighteenth day of October next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, 10th August, 1887. 2674  
[First published, 13th August, 1887.]

FIERI FACIAS.

Circuit of Québec.

Québec to wit : } THEODULE PARENT, of the city of Québec, grocer ; against JEREMIE BEDARD, of the parish of Charlesbourg, farmer, to wit :

The No. 258, of the official cadastre of the parish of Charlesbourg, county of Québec, being a lot of land of 50 arpents and 10 perches in superficies, situated in the concession of Saint Joseph—with buildings.

To be sold at the parochial church door of Charlesbourg, on the NINETEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of October next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, 14th July, 1887. 2400  
[First published, 16th July, 1887.]

## Ventes par le Shérif—Richelieu

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours, qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS.

*Cour Supérieure—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **HENRI MARCHESSAULT**  
No. 2158 B. } *et al.*, Demandeurs; contre  
**JEAN BAPTISTE LEBLANC**, Défendeur, et Saül Leblanc, Tiers-Saisi.

Comme appartenant au dit défendeur, un morceau de terre situé au village de la paroisse de Saint-Roch de Richelieu, sur la rue Saint-Ours, connu au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Roch de Richelieu, sous le numéro deux cent quatre (No. 204); de la contenance de six perches de front sur trois perches et neuf pieds de profondeur, le tout plus ou moins, tenant devant, à la rue Saint-Ours, au lot No. 202, d'un côté à la rue Saint-Joseph, et d'autre côté au lot No. 203—avec les bâties dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Roch de Richelieu, le **QUATORZIÈME** jour du mois de **NOVEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzisième jour du mois de novembre prochain.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 8 septembre, 1887. 2921

[Première publication, 10 septembre 1887.]

## FIERI FACIAS.

*Cour Supérieure du district de Montréal.*

Sorel, à savoir : } **THE TRUST AND LOAN**  
No. 1870. } **COMPANY OF CANADA**,  
Demanderesse; contre **MICHEL LEMIRE**, Dé-  
fendeur.

1. Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, concession Saint-Michel, connu au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, sous les numéros cinq cent quarante et un et cinq cent quarante deux (Nos. 541 et 542); de la contenance de trois arpents de front sur vingt arpents de profondeur, le tout plus ou moins, tenant devant au chemin public, en profondeur à François Courchaine, d'un côté à Joseph Hamel, et d'autre côté à Napoléon Hamel—avec les bâties dessus érigées.

2. Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, concession Saint-Michel, connu au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, sous les numéros six cent quatre-vingt-douze et six cent quatre-vingt-treize (Nos. 692 et 693); de la contenance de trois arpents de front sur vingt arpents de profondeur, le tout plus ou moins, tenant devant au chemin public, en profondeur à la demanderesse ou représentants, d'un côté à Emmanuel Parent, et d'autre côté à Louis Gauthier—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, le **DOUZIÈME** jour du mois de **NOVEMBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Le dit bref

## Sheriff's Sales—Richelieu

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-  
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have  
been seized, and will be sold at the respective times  
and places mentioned below. All persons having  
claims on the same which the registrar is not bound  
to include in his certificate under article 700 of the  
Code of Civil Procedure of Lower Canada, are  
hereby required to make them known according to  
law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire,*  
*afin de charge* or other oppositions to the sale,  
except in cases of *Venditioni Exponas*, are required  
to be filed with the undersigned, at his office, pre-  
vious the fifteen days next preceding the day of  
sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at  
any time within six days next after the return of  
the writ.

## FIERI FACIAS.

*Superior Court—District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **HENRI MARCHESSAULT** *et*  
No. 2158 B. } *al.*, Plaintiffs; against **JEAN**  
**BAPTISTE LEBLANC**, Defendant, and Saül Le-  
blanc, Tiers-Saisi.

As belonging to the said Defendant, a piece of  
land situated at the village of the parish of St Roch  
de Richelieu, on Saint Ours street, known on the  
official cadastre of the said parish of Saint Roch de  
Richelieu, under the number two hundred and four  
(204), containing six perches of frontage by three  
perches and nine feet in depth, the whole more or  
less, joining in front to Saint Ours street, at the lot  
No. 202, by one side to Saint Joseph street, and by  
the other side to the lot No. 203—with the buildings  
thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the  
parish of Saint Roch de Richelieu, on the **FOUR-**  
**TEENTH** day of the month of **NOVEMBER** next, at  
**TEN** o'clock in the forenoon. The said writ retur-  
nable in the fifteenth day of the month of Novem-  
ber next.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 8th September 1887. 2922

[First published, 10th September 1887.]

## FIERI FACIAS.

*Superior Court of the District of Montreal.*

Sorel, to wit : } **THE TRUST AND LOAN COM-**  
No. 1870. } **PANY OF CANADA**, Plain-  
tiff; against **MICHEL LEMIRE**, Defendant.

1. A piece of land situated in the parish of Saint  
Zéphirin de Courval, concession of Saint Michel,  
known on the official cadastre of the said parish of  
Saint Zéphirin de Courval, under the numbers five  
hundred and forty one, and five hundred and forty  
two (Nos. 541 and 542), containing three arpents of  
frontage by twenty arpents in depth, the whole  
more or less, joining in front to the public highway,  
in depth to François Courchaine, by one side to  
Joseph Hamel, and by the other side to Napoléon  
Hamel—with the buildings thereon erected.

2. A piece of land situated in the parish of Saint  
Zéphirin de Courval, concession of Saint Michel,  
known on the official cadastre of the said parish of  
Saint Zéphirin de Courval, under the numbers six  
hundred and ninety two and six hundred and ninety  
three (Nos. 692 and 693); containing three arpents  
in frontage by twenty arpents in depth, the whole  
more or less, joining in front to the public highway,  
in depth to the plaintiff or representatives, by one  
side to Emmanuel Parent, and by the other side to  
Louis Gauthier—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the  
parish of Saint Zéphirin de Courval, on the  
**TWELFTH** day of the month of **NOVEMBER**  
next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

rapportable le dix-neuvième jour du mois de novembre prochain.

P. GUEVREMONT,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 9 septembre 1887. 2917  
[Première publication, 10 septembre 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Circuit—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **P**IERRE BÉLIVEAU,  
No. 2816. } Demandeur ; contre HER-  
CULE CORNELLIER dit GRANDCHAMP, Dé-  
fendeur.

La jouissance et usufruit pendant toute la vie du dit défendeur, d'une terre située en la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, concession Sainte-Catherine, connue au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, sous le numéro quatre cent trente-trois (No. 433), de la contenance de quatre arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, tenant devant au chemin public, en profondeur à Olivier Mandeville ou représentants, d'un côté à François Rondeau ou représentants, et d'autre côté à Dame Isaïe Champagne ou représentants,—avec les bâtisses dessus érigées.

La jouissance et usufruit ci-dessus mentionné a été constitué en faveur du dit défendeur, par et en vertu d'un acte de donation qu'il a consenti à George et Désiré Cornéliier dit Grandchamp, ses deux fils, passé devant Maître Hector Champagne, notaire, le deuxième jour du mois de février mil huit cent quatre-vingt.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, le ONZIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour du mois de novembre prochain.

P. GUEVREMONT,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 7 septembre 1887. 2919  
[Première publication, 10 septembre 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure du district de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **J**OSHUA HOBROUGH, De-  
No. 3128. } mandeur ; contre JOHN R.  
BOYCE, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la ville de Sorel, sur la rue Phipps, connu au cadastre officiel de la dite ville de Sorel, sous le numéro six cent sept (No. 607) ; de la contenance de soixante et six pieds de front sur soixante et six pieds de profondeur, le tout plus ou moins ; tenant devant à la dite rue Phipps, en profondeur au lot No. 609, d'un côté au lot No. 606, et d'autre côté au lot No. 608—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la ville de Sorel, le DIX-SEPTIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-sixième jour du mois de septembre prochain.

P. GUEVREMONT,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 14 juillet 1887. 2329 3  
[Première publication, 16 juillet 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure du district de Montréal.*

Sorel, à savoir : } **L**A BANQUE MOLSON,  
No. 52. } Demanderesse ; contre C.  
MONGEON et al., Défendeurs.

Comme appartenant à l'honorable Michel Mathieu, l'un des dits défendeurs.

1. Un morceau de terre situé en la ville de Sorel, sur la rue Providentielle, connu au cadastre officiel de la dite ville de Sorel, comme faisant partie du lot numéro cent soixante et sept (No. 167), de la contenance de soixante et six pieds de front sur soixante et six pieds de profondeur.

2. Un morceau de terre situé en la ville de Sorel,

said writ returnable on the nineteenth day of the month of November next.

P. GUEVREMONT,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 9th September, 1887. 2918  
[First published, 10th September, 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*Circuit Court—District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **P**IERRE BELIVEAU, Plaintiff ;  
No. 2816. } against HERCULE COR-  
NELLIER alias GRANDCHAMP, Defendant.

The enjoyment and usufruct during the lifetime of the said defendant, of a land situated in the parish of Saint Gabriel de Brandon, concession of Sainte Catherine, known on the official cadastre of the said parish of Saint Gabriel de Brandon, under the number four hundred and thirty three (No. 43.) ; containing four arpents of frontage by thirty arpents in depth, the whole more or less, joining in front to the public highway, in depth to Olivier Mandeville or representatives, by one side to François Rondeau or representatives, and by the other side to Dame Isaïe Champagne or representatives—with the buildings thereon erected.

The enjoyment and usufruct mentioned above was constituted in favor of the said Defendant, by and in virtue of a deed of donation which he granted to George and Désiré Cornéliier alias Grandchamp, his two sons, passed before Maître Hector Champagne, notary, on the second day of the month of February, one thousand eight hundred and eighty.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Gabriel de Brandon, on the ELEVENTH day of the month of NOVEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon. The said writ returnable in the twenty fifth day of the month of November next.

P. GUEVREMONT,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 7th September, 1887. 2920  
[First published, 10th September 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court of the district of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **J**OSHUA HOBROUGH, Plain-  
No. 3128. } tiff ; against JOHN R. BOYCE,  
Defendant.

A piece of land situated in the town of Sorel, on Phipps street, known on the official cadastre of the said town of Sorel, under the number six hundred and seven (607), consisting of sixty six feet of frontage by sixty six feet in depth, the whole more or less ; joining in front to the said Phipps street, in depth to the lot No. 609, by one side to the lot No. 606, and by the other side to the lot No. 608—with the buildings thereon erected.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Richelieu, in the court house, in the town of Sorel, on the SEVENTEENTH day of the month of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty sixth day of the month of September next.

P. GUEVREMONT,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 14th July, 1887. 2330  
[First published, 16th July, 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court of the district of Montréal.*

Sorel to wit : } **T**HE MOLSON'S BANK, Plain-  
No. 52 } tiff ; against C. MONGEON  
et al., Defendants.

As belonging to the Honorable Michel Mathieu, one of the said defendants.

1. A piece of land situated in the town of Sorel, on the street called rue Providentielle, known on the official cadastre of the said town of Sorel, as forming part of the lot number one hundred and sixty seven (No. 167), containing sixty feet of frontage by sixty six feet in depth.

2. A piece of land situated in the town of Sorel,



ville de Sorel, sous le numéro deux cent trois (No. 203), de trente-trois pieds de front sur soixante et six pieds de profondeur.

Pour être vendu au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la ville de Sorel, le DIX-SEPTIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-sixième jour du mois de septembre prochain.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 14 juillet 1887. 2379 3  
[Première publication, 16 juillet 1877.]

town of Sorel, under the number two hundred and three (No. 203), of thirty three feet of frontage by sixty six feet in depth.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Richelieu, in the court house, in the town of Sorel, on the SEVENTEENTH day of the month of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty sixth day of the month of September next.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 14th July, 1887. 2380  
[First published, 16th July, 1887.]

### Ventes par le Shérif—Rimouski

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Vendit omi Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

ALIAS VENDITIONI EXPONAS.

Cour Supérieure—Quebec.

Canada, } THOMAS PHILIPPE  
Province de Québec, } PELLETIER, de la  
District de Rimouski, } paroisse des Trois-Pistoles,  
No. 2176. } écuyer, marchand, Deman-  
deur; contre OLIVIER CHARETTE, de la paroisse  
de Saint-Mathieu, Défendeur, savoir:

Le lot numéro cent vingt-quatre (124), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Mathieu,—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise de la paroisse de Saint-Mathieu, dans le district de Rimouski, le ONZIÈME jour d'OCTOBRE prochain (1887), à DIX heures de l'avant-midi. Le dit Bref rapportable le trente-unième jour du mois d'octobre aussi prochain (1887).

ALFR. MARTIN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Rimouski, 31 août 1887. 2893  
[Première publication, 10 septembre 1887.]

### Ventes par le Shérif—Saguenay

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

### Sheriff's Sales—Rimouski

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

ALIAS VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court.—Quebec.

Canada, } THOMAS PHILIPPE  
Province of Quebec, } PELLETIER, of the  
District of Rimouski, } parish of Trois-Pistoles,  
No. 2176. } esquire, merchant, Plain-  
tiff; against OLIVIER CHARETTE, of the parish  
of Saint Mathieu, Defendant, to wit:

The lot number one hundred and twenty four (124), of the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Saint Mathieu—together with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Saint Mathieu, on the ELEVENTH day of the month of OCTOBER next, (1887), at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty first day of the month of October next, (1887).

ALFR. MARTIN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Rimouski, 31st August, 1887. 2894  
[First published, 10th September, 1887.]

### Sheriff's Sales—Saguenay

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Saguenay.*

Malbaie, à savoir : } **A** DOLPHE PICHETTE, No. 608. } de la cité de Québec, commis marchand et courtier ; contre GERMAIN LAJOIE, de la paroisse Saint-Irénée, cultivateur, à savoir :

1. Une terre située en la paroisse Saint-Irénée, concession Saint-Louis, de cinq arpents de front sur quarante de profondeur ; bornée au sud-ouest à Majorique Gauthier, au nord-est à Louis Bouchard, étant la dite terre les lots Nos. 337 A, 337 B, 338, 339, 340, 341, 342 et 343, du cadastre officiel de la paroisse Saint-Irénée, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.—

2. Un emplacement situé en la dite paroisse Saint-Irénée, concession Saint-Pierre, d'un arpent de front sur deux arpents de profondeur, étant les lots Nos. 299 et 300 du cadastre officiel de la paroisse Saint-Irénée—avec bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse Saint-Irénée, le QUINZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit Bref rapportable le vingt-huitième jour de novembre prochain.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif, Shérif. Malbaie, 5 septembre 1887. 2901 [Première publication, 10 septembre 1887.]

**Ventes par le Shérif—St-François**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*De la Cour de Magistrat dans et pour le comté de Stanstead, à Coaticook.*

Saint-François, à savoir : } **A** NTOINE BOULÉ, No. 2344. } du canton d'Hereford, comté de Compton, cultivateur, Demandeur ; contre les terres et tenements de EUCLIDE BOULÉ, du même lieu, Défendeur, à savoir :

Un morceau de terre situé en le dit canton de Hereford, connu et désigné comme étant un morceau de terre de six arpents de profondeur, à distraire des parties nord et sur toute la largeur de la moitié est du lot numéro vingt-sept, et tout le lot numéro vingt-six dans le onzième rang de Hereford susdit, contenant quatre-vingt-dix arpents de terre, plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu au bureau du régistrateur pour la division d'enregistrement du comté de Compton, en le village de Cookshire, en le district de Saint-François, le ONZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de novembre prochain.

C. W. WHITCHER,

Bureau du Shérif, Député Shérif. Sherbrooke, 5 septembre 1887. 2892 [Première publication, 10 septembre 1887.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Saguenay.*

Malbaie, to wit : } **A** DOLPHE PICHETTE, of No. 608. } the City of Quebec, clerk and broker ; against GERMAIN LAJOIE, of the parish of Saint Irénée, farmer, to wit :

1. A land situated in the parish of Saint Irénée, concession of Saint Louis, of five arpents of frontage by forty in depth ; bounded on the south west by Majorique Gauthier, on the south east by Louis Bouchard, being, the said land, the lots Nos. 337 A, 337 B, 338, 339, 340, 341, 342 et 343, of the official cadastre of the parish of Saint Irénée—with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

2. An emplacement situated in the said parish of Saint Irénée, concession of Saint Pierre, of one arpent of frontage by two arpents in depth, being the lots Nos. 299 and 300 of the official cadastre of the parish of Saint Irénée—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Saint Irénée, on the FIFTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-eighth day of November next.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Shérif. Malbaie, 5th September 1887. 2902. [First published, 10th September 1887.]

**Sheriff's Sales—St-Francis**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make the known according to law ; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

**\*FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*From the Magistrates Court in and for the County of Stanstead, at Coaticook.*

Saint Francis, to wit : } **A** NTOINE BOULÉ, of No. 2344. } the township of Hereford, county of Compton, farmer, Plaintiff ; against the lands and tenements of EUCLIDE BOULÉ of the same place, Defendant, to wit :

A certain piece of land situated in the said township of Hereford, known and distinguished, as being a parcel of land of six arpents in depth, taken from the north parts and by all the width of the east half of the lot number twenty seven, and all the lot number twenty six in the eleventh range of Hereford aforesaid, containing ninety arpents of land, more or less—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Compton, at the village of Cookshire, in the district of Saint Francis, on the ELEVENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty eighth day of November next.

C. W. WHITCHER,

Sheriff's Office, Deputy Shérif. Sherbrooke, 5th September, 1887. 2892. [First published, 10th September, 1887.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Dans la Cour Supérieure—District de Saint-Hyacinthe.*  
 Saint-François, à savoir : } **JOSEPH LAMBERT**  
 No. 2630. } **ALIAS FONTAINE,**

cultivateur, de la paroisse de Saint-Césaire, dans le district de Saint-Hyacinthe, Demandeur; contre les terres et tenements de **ISIDORE MARCOUX**, commerçant, du village de Marieville, dans le district de Saint-Hyacinthe; Défendeur, à savoir :

Le restant, moitié indivise de ces lots ou morceaux de terre sis et situés en la ville de Coaticook, en le district de Saint-François, connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre de la dite ville de Coaticook, comme suit :

Lots numéros treize cent trente-cinq (1335), treize cent trente-six (1336), treize cent trente-sept (1337), treize cent trente-huit (1338), treize cent trente-neuf (1339), treize cent quarante (1340), treize cent quarante et un (1341), quatorze cent trente et un (1431), quatorze cent trente-six (1436), quatorze cent trente-sept (1437), situés sur le côté nord de la rue Lincoln.

Les lots numéros treize cent quarante-neuf (1349), treize cent cinquante (1350), treize cent cinquante-trois (1353), treize cent cinquante-quatre (1354), treize cent cinquante-sept (1357), treize cent cinquante-huit (1358), treize cent cinquante-neuf (1359), quatorze cent trente-deux (1432), quatorze cent trente-cinq (1435), quatorze cent trente-huit (1438), situés sur le côté sud de la rue Lincoln.

Les lots numéros treize cent quarante-deux (1342), treize cent quarante-trois (1343), treize cent quarante-quatre (1344), treize cent quarante-cinq (1345), treize cent quarante-six (1346), treize cent quarante-sept (1347), treize cent cinquante et dix (1370), treize cent soixante et onze (1371), situés sur le côté est de la Hazel.

Les lots numéros quatorze cent trente (1430), quatorze cent vingt-sept (1427), quatorze cent vingt-six (1426), quatorze cent vingt-cinq (1425), situés sur le côté ouest de la rue Hazel.

Les lots numéros treize cent soixante (1360), treize cent soixante et un (1361), treize cent cinquante-six (1356), treize cent cinquante-cinq (1355), treize cent cinquante-deux (1352), treize cent cinquante et un (1351), treize cent quarante-huit (1348), quatorze cent trente-trois (1433), quatorze cent trente-quatre (1434), quatorze cent trente-neuf (1439), situés sur le côté nord de la rue Highland.

Les lots numéros treize cent soixante et deux (1362), treize cent soixante et quatre (1364), treize cent soixante et cinq (1365), treize cent soixante et six (1366), treize cent soixante et sept (1367), treize cent soixante et huit (1368), treize cent soixante et neuf (1369), quatorze cent dix-sept (1417), quatorze cent dix-neuf (1419), situés sur le côté sud de la rue Highland.

Le lot numéro quatorze cent quatre-vingt-quinze (1495), situé sur le côté ouest de la rue McDuffee.

Pour être vendus au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de Coaticook, en la dite ville de Coaticook, le QUINZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-troisième jour de décembre prochain.

C. W. WHITCHER,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
 Sherbrooke, 7 septembre 1887. 2923  
 [Première publication, 10 septembre 1887.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*From the Superior Court—District of Saint-Hyacinthe.*  
 Saint-François, to wit : } **JOSEPH LAMBERT**  
 No. 2630. } **ALIAS FONTAINE,**

farmer, of the parish of Saint-Césaire, in the district of Saint-Hyacinthe, Plaintiff; against the lands and tenements of **ISIDORE MARCOUX**, trader, of the village of Marieville, in the district of Saint-Hyacinthe, Defendant, to wit :

The remaining undivided half of those certain lots or parcels of land situate and being in the town of Coaticook, in the district of Saint-François, known and designated on the cadastral plan and book of reference for the said town of Coaticook, as :

Lots numbers thirteen hundred and thirty five (1335), thirteen hundred and thirty six (1336), thirteen hundred and thirty seven (1337), thirteen hundred and thirty eight (1338), thirteen hundred and thirty nine (1339), thirteen hundred and forty (1340), thirteen hundred and forty one (1341), fourteen hundred and thirty one (1431), fourteen hundred and thirty six (1436), fourteen hundred and thirty seven (1437), situate on the northerly side of Lincoln street.

Lots numbers thirteen hundred and forty nine (1349), thirteen hundred and fifty (1350), thirteen hundred and fifty three (1353), thirteen hundred and fifty four (1354), thirteen hundred and fifty seven (1357), thirteen hundred and fifty eight (1358), thirteen hundred and fifty nine (1359), fourteen hundred and thirty two (1432), fourteen hundred and thirty five (1435), fourteen hundred and thirty eight (1438), situate on the southerly side of Lincoln street.

Lots numbers thirteen hundred and forty two (1342), thirteen hundred and forty three (1343), thirteen hundred and forty four (1344), thirteen hundred and forty five (1345), thirteen hundred and forty six (1346), thirteen hundred and forty seven (1347), thirteen hundred and seventy (1370), thirteen hundred and seventy one (1371), situate on the easterly side of Hazel street.

Lots numbers fourteen hundred and thirty (1430), fourteen hundred and twenty seven (1427), fourteen hundred and twenty six (1426), fourteen hundred and twenty five (1425), situate on the westerly side of Hazel street.

Lots numbers thirteen hundred and sixty (1360), thirteen hundred and sixty one (1361), thirteen hundred and fifty six (1356), thirteen hundred and fifty five (1355), thirteen hundred and fifty two (1352), thirteen hundred and fifty one (1351), thirteen hundred and forty eight (1348), fourteen hundred and thirty three (1433), fourteen hundred and thirty four (1434), fourteen hundred and thirty nine (1439), situate on the northerly side of Highland street.

Lots numbers thirteen hundred and sixty two (1362), thirteen hundred and sixty four (1364), thirteen hundred and sixty five (1365), thirteen hundred and sixty six (1366), thirteen hundred and sixty seven (1367), thirteen hundred and sixty eight (1368), thirteen hundred and sixty nine (1369), fourteen hundred and seventeen (1417), fourteen hundred and nineteen (1419), situate on the southerly side of Highland street.

Lot number fourteen hundred and ninety five (1495), situate on the westerly side of McDuffee street.

To be sold at the registry office of the registration division of Coaticook, in said town of Coaticook, on the FIFTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty third day of December next.

C. W. WHITCHER,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
 Sherbrooke, 7th September 1887. 2924  
 [First published, 10th September 1887.]

Ventes par le Shérif—St. Hyacinthe

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

Cour Supérieure.—Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } **LA BANQUE**  
No. 268. } **JACQUES-CAR-**  
**TIER**, corps politique et dûment incorporé ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal et ayant une succursale en les cité et district de Saint-Hyacinthe, Demanderesse; contre **JOHN ROBERT FOSTER**, ci-devant de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, et maintenant absent de cette province, et **JOHN FOSTER**, ci-devant de Saint-Simon, et maintenant dans le township de Stanbridge, district de Bedford, Défendeurs, à savoir :

Comme appartenant à John Foster.

1. Une terre sise en la paroisse Saint-Simon, district de Saint-Hyacinthe, sur le premier rang, de la contenance de deux arpents de front sur quinze de profondeur, la dite terre étant le numéro quatre-vingt-onze, des plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse Saint-Simon.
2. Une autre terre sise au même lieu, de la contenance de trois arpents de front sur quinze arpents de profondeur, la dite terre étant le numéro quatre-vingt-treize (93), des dits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Simon, le **VINGTIÈME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Bref rapportable le premier octobre 1887.

L. S. ADAM,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 13 juillet 1887. 2367 3  
[Première publication, 16 juillet 1887.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

Cour Supérieure.—Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } **UBALDE DANSE-**  
No. 350. } **UREAU et al.**,  
Demandeurs; contre **JOSEPH PARADIS**, cultivateur, de la paroisse de Saint-Liboire, district de Saint-Hyacinthe, Défendeur, à savoir :

Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Liboire, dit district, sur le rang Saint-Edouard, étant le numéro cent soixante et quatorze (174), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Liboire—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Liboire, le **VINGT-DEUXIÈME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi. Bref rapportable le vingtième jour d'octobre 1887.

N. J. CHAPUT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 13 juillet 1887. 2365 3  
[Première publication, 16 juillet 1887.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinthe

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

Superior court.—Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, to wit : } **LA BANQUE JAC-**  
No. 268. } **QUES CARTIER**,  
a body politic and duly incorporated, having her principal office of trade in the city and district of Montreal, and having an office, in the city and district of Saint-Hyacinthe, Plaintiff; against **JOHN ROBERT FOSTER**, heretofore of the city and district of Saint-Hyacinthe, and now absent of this Province; and **JOHN FOSTER**, heretofore of Saint-Simon, and now in the township of Stanbridge, district of Bedford, Defendants, to wit :

As belonging to John Foster.

1. A land situate in the parish of Saint Simon, district of Saint-Hyacinthe, on the first range, containing two arpents in front by fifteen arpents in depth, the said land being number ninety one, of the official plan and book of reference for the said parish of Saint Simon.
2. An other land situate at the same place, containing three arpents in front by fifteen arpents in depth; the said land being number ninety three (93), of the said official plan and book of reference.

To be sold at the church door of the parish of Saint Simon, on the **TWENTIETH** day of **SEPTEMBER** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon. Writ returnable on the first October, 1887.

L. S. ADAM,

Sheriff's Office, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 13th July, 1887. 2368  
[First published, 16th July, 1887.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

Superior court.—Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, to wit : } **UBALDE DANSE-**  
No. 350. } **UREAU et al.**, Plaintiffs; against **JOSEPH PARADIS**, farmer, of the parish of Saint-Liboire, district of Saint-Hyacinthe, Defendant, to wit :

A lot of land situate in the parish of Saint-Liboire, said district, on the range Saint-Edouard, being the number one hundred seventy four (174), of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Liboire—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Liboire, on the **TWENTY SECOND** day of **SEPTEMBER** next, at **ONE** o'clock in the afternoon. Writ returnable on the twentieth day of October, 1887.

N. J. CHAPUT,

Sheriff's Office, Deputy Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 13th July, 1887. 2366  
[First published, 16th July, 1887.]

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **L**A BANQUE DE  
No. 143. } **Q**UÉBEC, corps  
politique et incorporé, ayant son principal bureau  
d'affaires en la cité de Québec, Demanderesse ;  
contre PIERRE BUSSIÈRE, tant en son propre et  
privé nom qu'en sa qualité de tuteur à Napoléon  
Bussièrre, enfant mineur issu du mariage de feu  
Adolphe Bussièrre et feu Dame Marie Hermeline  
Lamy *alias* Marie Azilda Lamy, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur tant en son  
propre et privé nom qu'en sa dite qualité de tuteur :

1. Un terrain de forme triangulaire, situé en la  
cité des Trois-Rivières; borné au nord par la rue  
des Forges, au sud-ouest par la rue Saint-George, et  
au sud-est par la rue Boivin, connu aux plan et livre  
de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de la  
cité des Trois-Rivières, par le numéro six cent vingt  
et un (621).

2. Un terrain situé en la cité des Trois-Rivières,  
sous le chemin Sainte-Marguerite, coin du chemin  
Sainte-Marguerite et de la rue Saint-Roch, connu  
aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'en-  
registrement de la cité des Trois-Rivières, par le  
numéro deux cent quatre-vingt (280).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité des  
Trois-Rivières, le VINGT ET UNIÈME jour de  
SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.  
Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour de  
septembre prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 13 juillet 1887. 2373 3  
[Première publication, 16 juillet 1887.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **P**IERRE SEVIGNY,  
No. 205. } Demandeur; contre  
MICHAEL CASSIDY, Défendeur.

Un lot de terre situé dans la paroisse de Sainte-  
Monique, sur l'Isle à la Fourche, à la concession  
sud-ouest d'icelle, connu et distingué comme étant  
le lot de terre numéro cinq cent quarante-six, du  
cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite  
paroisse de Sainte-Monique, contenant environ  
quatre-vingt-deux arpents de terre en superficie—  
avec les bâlisses dessus contruites, circonstances et  
dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la  
paroisse de Sainte-Monique, le VINGTIÈME jour  
de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du  
matin. Le dit bref rapportable le trentième jour  
de septembre prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 12 juillet 1887. 2375 3  
[Première publication, 16 juillet 1887.]

## Sheriff's Sales—Three Rivers

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-  
dermentioned LANDS and TENEMENTS have  
been seized, and will be sold at the respective  
times and places mentioned below. All persons  
having claims on the same which the Registrar is  
not bound to include in his certificate, under ar-  
ticle 700 of the code of civil procedure of Lower  
Canada, are hereby required to make them known  
according to law. All oppositions *afin d'annuler*,  
*afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions  
to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*,  
are required to be filed with the undersigned,  
at his office, previous to the fifteen days next  
preceding the day of sale; oppositions *afin de*  
*conserver* may be filed at any time within six days  
next after the return of the Writ.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **T**HE QUEBEC BANK,  
No. 143 } **A** body politic and cor-  
porate, having its principal business office in the  
city of Quebec, Plaintiff; against PIERRE BUS-  
SIÈRE, in his own private name as well as in his  
quality of tutor to Napoleon Bussièrre, minor child,  
issue of the marriage of the late Adolphe Bussièrre  
and the late Dame Marie Hermeline Lamy *alias*  
Marie Azilda Lamy, Defendant.

As belonging to the said defendant, in his own  
private name, as well as in his said quality of tutor :

1. A land of triangular form, situated in the city  
of Three Rivers; bounded on the north by la Rue  
des Forges, on the south west by Saint George  
street, and on the south east by Bolvin street,  
known and designated on the official plan and book  
of reference of the registration cadastre of the city  
of Three Rivers, by the number six hundred and  
twenty one (621).

2. A land situate in the city of Three Rivers, on  
Sainte Marguerite's road, corner of Sainte Mar-  
guerite's road and Saint Roch's street, known on  
the official plan and book of reference of the regis-  
tration cadastre of the city of Three Rivers, by the  
number two hundred and eighty (280).

To be sold at my office, in the city of Three  
Rivers, on the TWENTY FIRST day of SEPTEM-  
BER next, at TEN o'clock in the forenoon. The  
said writ returnable on the twenty fourth day of  
September next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif  
Three Rivers, 13th July, 1887. 2374  
[First published, 16th July, 1887.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **P**IERRE SEVIGNY,  
No. 205. } Plaintiff; against  
MICHAEL CASSIDY, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Sainte  
Monique, on l'Isle à la Fourche, in the concession  
south west thereof, known and designated as being  
the lot of land number five hundred and forty six,  
of the official cadastre of the county of Nicolet, for  
the said parish of Sainte Monique, containing about  
eighty two arpents of land in superficies—with  
buildings thereon erected, circumstances and depen-  
dances.

To be sold at the door of the parish church of  
Sainte Monique, on the TWENTIETH day of  
SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the fore-  
noon. The said writ returnable on the thirtieth  
day of September next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif  
Three Rivers, 12th July, 1887. 2376  
[First published, 16th July, 1887.]

## Avis Divers

Canada  
Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
No 1015.

Dame Marie Malvina Grenier, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Garneau, de la paroisse de Notre-Dame de la Nativité de Beauport, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse,

vs.

Jean-Baptiste Garneau, de la paroisse de Notre-Dame de la Nativité de Beauport, cultivateur, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le trente et unième jour d'août dernier.

BLANCHET, DROUIN &amp; DIONNE,

Procès de la Demanderesse.

Québec, 7 septembre 1887.

2941

Avis est par le présent donné que, en vertu de l'acte des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du neuvième jour de septembre courant, 1887, incorporant James Gilfillan, banquier, 7 Nassau street, en la cité de New-York, en l'Etat de New-York, un des Etats-Unis de l'Amérique; Joseph Parker Wiswall, courtier, 17, Wall street, en la dite cité de New-York; Jacob Miller Schuyler, marchand de bois, 104, Wall street, en la dite cité de New-York; Eugène Prosper Bender, ingénieur civil, de la ville de Montmagny, en la dite province de Québec; William Henry Forrest, lieutenant colonel et surintendant des magasins; François Marcelin Audet, marchand, et James Dunbar, avocat, Conseil de la Reine, de la cité de Québec, en la dite province, sous le nom de "The Canadian Fish, Oil and Guano Company," pour acquérir des grèves pour la pêche et autres terrains dans la province de Québec, établir des pêcheries, faire le commerce de poisson, d'huile et fabriquer des engrais-guano, de construire des usines pour les manufacturer, exploiter le bois, les mines, construire des jetés et pour acquérir un ou plusieurs vaisseaux mus par la vapeur ou autrement, suivant le but proposé, avec un fonds social de deux cent mille piastres, divisé en deux mille actions de cent piastres chacune.

CHS. A. ERN. GAGNON.

Secrétaire.

Bureau du Secrétaire Provincial,  
Québec, 10 septembre 1887.

2949

## Avis de Faillite

## AVIS DE CESSION.

Nous soussignés, Déry & Larue, marchands, de Saint-Charles, dans le comté de Bellechasse, donne avis par les présentes que le sixième jour de septembre 1887, nous avons fait abandon de nos biens au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure pour le district de Montmagny, conformément aux dispositions de l'acte 48 Vict., chap. 22.

PIERRE JEAN DERY,  
AUGUSTIN ALPHONSE LARUE.  
HENRY A. BEDARD.

2945

Gardien provisoire.

## AVIS DE CESSION.

Je soussigné, Louis O. Villeneuve, marchand, de Québec, donne avis par les présentes, que le 5ème jour de septembre 1887, j'ai fait abandon de mes biens au bureau du protonotaire de la cour supé-

## Miscellaneous Notices

Canada  
Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*  
No. 1015.

Dame Marie Malvina Grenier, wife common as to property of Jean Baptiste Garneau, of the parish of Notre Dame de la Nativité de Beauport, duly authorised to ester en justice, Plaintiff.

vs.

Jean Baptiste Garneau, of the parish of Notre Dame de la Nativité de Beauport, farmer, Defendant,

An action for separation as to property, has been instituted in this cause on the thirty first of August last.

BLANCHET, DROUIN &amp; DIONNE,

Solicitors for the Plaintiff.

Quebec, 7th September, 1887.

2942

Public notice is hereby given that under the joint stock companies incorporation act, letters patent under the great seal of the Province of Quebec, dated the ninth day of September instant, (1887), have been issued incorporating James Gilfillan, banker, 7, Nassau street, in the city of New-York, in the State of New-York, one of the United States of America; Joseph Parker Wiswall, broker, 17, Wall street, in the said city of New-York; Jacob Miller Schuyler, lumber dealer, 104, Wall street, in the said city of New-York; Eugène Prosper Bender, civil engineer, of the town of Montmagny, in the said Province of Quebec; William Henry Forrest, lieutenant colonel and superintendent of militia stores; François Marcelin Audet, merchant, and James Dunbar, advocate, Queen's Counsel, all of the city of Quebec, in the said Province under the name of "The Canadian Fish, Oil and Guano Company," for to acquire fishing grounds and other landed property in the Province of Quebec, and to enter into and carry on fisheries, the business of fish, oil and guano manufacture, to build factories for manufacturing the same, to manufacture, lumber, work mines, build piers, and to acquire one or more vessels propelled by steam or otherwise for the purposes of the said business with a total capital stock of two hundred thousand dollars, divided into two thousand shares of one hundred dollars each.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Secretary.

Provincial Secretary Office,  
Quebec, 10th September, 1887.

2950

## Bankrupt Notices

## NOTICE OF ASSIGNMENT.

We, the undersigned, Déry & Larue, traders of Saint Charles, in the county of Bellechasse, do hereby give notice that on the sixth day of September, 1887, we have made abandonment of any property at the office of the protonotaire of the superior court for the district of Montmagny, according to the provisions of act 48 Vict., chap. 22.

PIERRE JEAN DERY,  
AUGUSTIN ALPHONSE LARUE.  
HENRY A. BEDARD.

2946

Provincial Guardian.

## NOTICE OF ASSIGNMENT.

I, the undersigned, Louis O. Villeneuve, dry goods merchant, of Quebec, do hereby give notice that, on the 5th day of September 1887, I have made abandonment of my property at the office of the Proto-

rieure pour le district de Québec conformément aux dispositions de l'acte 48 Vict., chap. 22.

LOUIS O. VILLENEUVE,  
Marchand de Québec.  
HENRY A. BEDARD,  
Gardien provisoire.

2943

notary of the superior court for the district of Québec, according to the provisions of act 48 Vict., chap. 22.

LOUIS O. VILLENEUVE,  
Dry goods merchant of Québec,  
HENRY A. BEDARD,  
Provisional Guardian.

2944

## Nominations

### BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 9 septembre 1887.

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur en Conseil de nommer John Sleep Honey, Arthur Bénoni Longpré et Adolphe Cherrier, écuiera, de la cité de Montréal, conjointement protonotaire de la cour Supérieure pour le district de Montréal, et conjointement greffier de la Cour de Circuit pour le même district, les commissions du dix-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt-quatre nommant MM. John Sleep Honey et Pierre Samuel Gendron à ces charges, étant révoquées.

2947

## INDEX DE LA GAZETTE OFFICIELLE No. 36.

### ANNONCES NOUVELLES.

	Pages
<b>ANNEXION DE MUNICIPALITÉ :</b>	
Annexer certains lots du canton Bouchette à Wright et Northfield .....	1655
<b>FAILLIS :</b>	
<i>Assemblée :</i>	
Hogle <i>et al.</i> .....	1664
<i>Cession :</i>	
Déry & Larue .....	1686
Hogle <i>et al.</i> .....	1661
St. Charles .....	1661
Swalwell .....	1663
Villeneuve .....	1686
<i>Dividende :</i>	
Douglas .....	1661
Gibb .....	1662
<i>Nomination de curateur :</i>	
Beaudet & Chinic .....	1662
Biron .....	1662
Desjardins .....	1662
Dme Laforce .....	1661
Garbutt .....	1663
St. Charles .....	1663
<b>LETTRES PATENTE, DEMANDE DE :</b>	
Cie de navigation de Boucherville .....	1659
<b>LETTRES PATENTES ÉMISSES :</b>	
"The Canadian Fish, Oil and Guano" .....	1687
<b>NOMINATIONS :</b>	
<i>Commissaires d'écoles :</i>	
Bagot .....	1653
Charlevoix .....	1653
Terrebonne .....	1653
Yamaska .....	1653

## Appointments

### SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 9th September, 1887.

His Honor, the Administrator in Council has been pleased to appoint John Sleep Honey, Arthur Bénoni Longpré and Adolphe Cherrier, esquires, of the city of Montreal, joint protonotary, of the Superior Court, for the District of Montreal, and joint clerk of the Circuit Court for the same district; the commissions of the nineteenth of July, one thousand eight hundred and eighty-four, appointing Messrs John Sleep Honey and Pierre Samuel Gendron, being revoked.

2948

## INDEX OF THE OFFICIAL GAZETTE No. 36.

### NEW ADVERTISEMENTS.

	Pages
<b>APPOINTMENTS :</b>	
<i>Clerks of Circuit Court :</i>	
Honey, Longpré and Cherrier .....	1686
<b>PROTONOTARIES :</b>	
Honey, Longpré and Cherrier .....	1686
<i>School Commissioners :</i>	
Bagot .....	1653
Charlevoix .....	1653
Terrebonne .....	1653
Yamaska .....	1653
<i>School Trustees :</i>	
Deux-Montagnes .....	1654
<b>CROWN LANDS :</b>	
<i>Notice of cancellation, &amp;c.</i>	
Duhamel .....	1654
<b>INSOLVENT :</b>	
<i>Appointment of curator :</i>	
Beaudet & Chinic .....	1662
Biron .....	1662
Desjardins .....	1662
Dme Laforce .....	1661
Garbutt .....	1663
St. Charles .....	1663
<i>Assignment :</i>	
Déry & Larue .....	1686
Hogle <i>et al.</i> .....	1661
St. Charles .....	1661
Swalwell .....	1663
Villeneuve .....	1686

*Greffier Cour de Circuit :*

Honey, Longpré et Cherrier ..... 1686

**PROTONOTAIRES :**

Honey, Longpré et Cherrier ..... 1686

*Syndics d'écoles :*

Deux-Montagnes ..... 1654

**SÉPARATION DE BIENS :**

Dame Goyer vs. Lacroix ..... 1658  
 Dme Grenier vs. Garneau ..... 1686  
 Dame Laurier vs. Daubigny ..... 1659  
 Dme Meunier vs. Choquette ..... 1658  
 Dme Therrien vs. Paquet ..... 1658  
 Dme Warrieur vs. Riendeau ..... 1658

**SOCIÉTÉ DISSOUE :**

The Empire Button Co ..... 1658

**TERRES DE LA COURONNE :**

*Avis de cancellation, etc.*

Duhamel ..... 1655

**VENTES PAR LES SHERIFS :**

**QUÉBEC :**

Corp. Québec vs. Chouinard, *ès-ql* .... 1676  
 do do Dme Mahon ..... 1676

**RICHELIEU :**

Béliveau vs. Grandchamp ..... 1679  
 Marchessault *et al.* vs. Leblanc ..... 1678  
 Trust and Loan Co. vs. Lemire ..... 1678

**RIMOUSKI :**

Pelletier vs. Charette ..... 1681

**SAGUENAY :**

Pichette vs. Lajoie ..... 1682

**ST. FRANÇOIS :**

Boulé vs. Boulé ..... 1682  
 Fontaine vs. Marcoux ..... 1683

*Dividend :*

Douglass ..... 1661  
 Gibb ..... 1662

*Meeting :*

Hogle *et al.* ..... 1664

**LETTERS PATENT, COMPANY APPLYING FOR :**

Co. de navigation de Boucherville ..... 1659

**LETTERS PATENT GRANTED :**

The Canadian Fish, Oil and Guano ..... 1687

**MUNICIPALITY ANNEXED :**

Annexe several lots of township Bouchette to Wright Northfield ..... 1655

**PARTNERSHIP DISSOLVED :**

The Empire Button Co ..... 1658

**SEPARATION AS TO PROPERTY :**

Dme Goyer vs. Lacroix ..... 1658  
 Dme Grenier vs. Garneau ..... 1686  
 Dme Laurier vs. Daubigny ..... 1659  
 Dme Meunier vs. Choquette ..... 1658  
 Dme Therrien vs. Paquet ..... 1658  
 Dme Warrieur vs. Riendeau ..... 1658

**SHERIFF'S SALES :**

**QUEBEC :**

Quebec Corp. vs. Chouinard, *ès-ql* ..... 1676  
 do do Dme Mahon ..... 1676

**RICHELIEU :**

Béliveau vs. Grandchamp ..... 1679  
 Marchessault *et al.* vs. Leblanc ..... 1678  
 Trust and Loan Co. vs. Lemieux ..... 1678

**RIMOUSKI :**

Pelletier vs. Charette ..... 1681

**SAGUENAY :**

Pichette vs. Lajoie ..... 1682

**ST. FRANÇOIS :**

Boulé vs. Boulé ..... 1682  
 Fontaine vs. Marcoux ..... 1683